



## **Rapport annuel 2023 de l'IICA**

Mars 2024

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2024



Le rapport annuel 2023 de l'[IICA](#) se trouve sous licence [Creative Commons Attribution – Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 DEED](#).

Disponible en format PDF sur [www.iica.int](http://www.iica.int).

ISBN 978-92-9273-106-9

L'Institut encourage une utilisation légitime de ce document, qui ne doit être cité qu'à bon escient, le cas échéant.

# Table des matières

<b>MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL .....</b>	<b>V</b>
<b>NOTE DE SYNTHÈSE.....</b>	<b>VII</b>
<b>CONCERNANT L’IICA.....</b>	<b>1</b>
 <b>INNOVATION ET BIOECONOMIE.....</b>	<b>4</b>
 <b>DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE ET AGRICULTURE FAMILIALE .....</b>	<b>10</b>
 <b>COMMERCE INTERNATIONAL ET INTEGRATION REGIONALE .....</b>	<b>14</b>
 <b>ACTION CLIMATIQUE ET DURABILITE AGRICOLES.....</b>	<b>17</b>
 <b>SANTE AGRICOLE, SECURITE SANITAIRE ET QUALITE AGROALIMENTAIRE .....</b>	<b>25</b>
 <b>NUMERISATION AGROALIMENTAIRE.....</b>	<b>29</b>
 <b>ÉQUITÉ DE GENRE ET JEUNESSE .....</b>	<b>32</b>
 <b>RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET GESTION DE PROJETS .....</b>	<b>35</b>
<b>GOVERNANCE ET REUNIONS OFFICIELLES.....</b>	<b>40</b>
 <b>CONFERENCE DES MINISTRES DE L’AGRICULTURE DES AMERIQUES 2023 – VINGT-DEUXIEME     REUNION ORDINAIRE DU CONSEIL INTERAMERICAIN DE L’AGRICULTURE (LE CONSEIL) .....</b>	<b>40</b>
 <b>COMITE EXECUTIF (CE).....</b>	<b>41</b>
 <b>REUNIONS OFFICIELLES TENUES EN 2023 .....</b>	<b>42</b>
<b>PRINCIPAUX RESULTATS DE LA GESTION INSTITUTIONNELLE.....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>49</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>50</b>
<b>ANNEXE 3.....</b>	<b>51</b>



## Message du directeur général

Au cours de l'année 2023, la résilience de l'agriculture des Amériques a été démontrée une nouvelle fois, alors que le continent préserve son don de la paix pour continuer à nourrir le monde. L'approvisionnement en intrants agricoles présente des défis qui découlent du conflit armé en Europe de l'Est et des effets négatifs du changement climatique, avec des niveaux élevés de stress hydrique notamment au sud de notre continent. Malgré cela, les organisations agricoles et rurales, publiques et privées continuent d'accomplir leur mission inébranlable, qui consiste à optimiser leurs ressources et à tirer parti des opportunités offertes par le développement durable.

Notre hémisphère, la principale région exportatrice nette de denrées alimentaires, bénéficie des meilleures réserves de ressources et d'une vision innovante de la production durable. Pour l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), cela représente une occasion de poursuivre sa mission de promotion du développement agricole et du bien-être des territoires ruraux dans ses 34 États membres, en sa qualité d'agence chargée de la sécurité alimentaire dans le système interaméricain, qui offre une coopération d'excellence, axée sur les résultats.

À de multiples reprises, nous avons affirmé que l'heure de l'agriculture était venue. Lors de la dernière Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques, il a été décidé par consensus de renforcer l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Cette Alliance constitue un engagement conjoint à relever les défis communs de nos pays, tels que l'insécurité alimentaire, l'atténuation des effets du changement climatique, la promotion du commerce et le renforcement des systèmes agroalimentaires ; et ce, grâce aux capacités nationales et à l'intégration régionale. Ce fut un grand honneur pour l'Institut d'accueillir leurs Excellences les Présidents Mohamed Irfaan Ali de Guyane et Laurentino Cortizo du Panama lors de l'inauguration de cet événement.

À la fin de l'année, au cours de la 28e Conférence des parties, le principal sommet mondial sur le changement climatique, les pays membres, de concert avec l'IICA, ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une agriculture durable et responsable et ont reconnu le rôle joué par celle-ci en tant que partie intégrante de la solution à l'insécurité alimentaire mondiale.

Ces deux exemples illustrent parfaitement la capacité mobilisatrice de notre institution, qui, année après année, consolide sa position de partenaire privilégié de ses États membres pour la fourniture de services à l'appui du secteur agricole. Chaque réalisation, initiative et collaboration mise en avant dans le présent rapport reflète notre devoir d'assurer un avenir prospère et équitable aux Amériques.

Au-delà de notre continent, l'Institut a établi une relation fructueuse avec des institutions situées en Afrique, avec lesquelles nous partageons des valeurs et des intérêts.

Ces 12 mois de travail ont permis à l'Institut de mener à bien un programme sans précédent, avec 358 initiatives de coopération, l'exécution d'un budget annuel de plus de 209 millions d'USD et la participation de 129 partenaires nationaux et internationaux dans ses 34 pays membres. Nous estimons que ces initiatives ont eu un impact positif sur au moins 10,5 millions de personnes qui prennent part à la production agricole et à la vie rurale dans notre région.

Ce rapport nous invite à continuer à travailler ensemble en 2024 en faveur de l'alliance proposée par les ministres de l'Agriculture, grâce à des solutions innovantes pour les systèmes agroalimentaires. Ensemble, nous pouvons faire de grandes choses, grâce au dialogue sur la bioéconomie, à la promotion de l'innovation, à la formulation de politiques en faveur de l'agriculture familiale, à la participation aux marchés internationaux, à la réponse aux urgences sanitaires, à la numérisation agricole ou à la coopération sur le terrain en faveur d'une agriculture plus durable et plus prospère.

Notre proposition de programme est renforcée par des actions concrètes portant sur les sols, l'eau destinée à l'agriculture, le leadership de la jeunesse, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes rurales. D'autres éléments clés, tels que le programme des Ambassadeurs de bonne volonté de l'Institut, le prix « Âme de la ruralité » et les partenariats avec des centres de recherche, confirment notre engagement de générer des synergies et de trouver des solutions innovantes aux défis auxquels sont aujourd'hui confrontés les systèmes agroalimentaires.

Nous sommes un IICA aux portes ouvertes, engagé à travailler côte à côte avec la société civile, le secteur agricole et d'autres parties prenantes pour stimuler l'innovation et l'inclusion et construire un avenir prospère et équitable pour les Amériques. Nous avons jeté des ponts entre différents acteurs, visions et efforts nationaux, régionaux et internationaux afin de réunir l'agriculture, l'environnement et le milieu rural dans le cadre d'une approche de développement collaborative et inclusive. Continuons à travailler ensemble pour progresser vers ce noble objectif.

***Manuel Otero***  
***Directeur général***

## Note de synthèse

Conformément à son Plan à moyen terme pour la période 2022-2026, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) continue d'avancer vers la réalisation de ses objectifs grâce à 358 initiatives de coopération. Celles-ci ont atteint 89 % de leurs objectifs au niveaux continental, régional et national, avec l'exécution d'un budget annuel de 210 millions d'USD de ressources externes provenant de 129 partenaires. D'après les estimations, le programme de coopération de l'Institut a bénéficié à plus de 10 millions d'acteurs ruraux dans ses 34 États membres ; cela représente des millions d'agriculteurs, qui sont la pierre angulaire de notre travail et la raison d'être de notre institution.

La résolution 545 du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil) a résumé la proposition de valeur de l'IICA dans l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable, appuyée par ses 34 pays membres, qui sera son principal cadre de travail pour les prochaines années. La mise en place de cette Alliance a donné lieu à un dialogue intense dans le cadre de 13 événements continentaux visant à renforcer l'action collective dans les Amériques. Lors de la dernière réunion ordinaire du Conseil, la dixième édition du rapport intitulé *Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : un regard sur l'Amérique latine et les Caraïbes* a été présentée. Elle souligne la nécessité d'une coopération régionale renforcée pour atteindre des systèmes agroalimentaires durables, ainsi que l'importance de l'Observatoire des politiques publiques pour les systèmes agroalimentaires en tant que ressource clé pour la formulation d'une nouvelle génération de politiques.

Dans le domaine de la bioéconomie, plusieurs espaces de dialogue ont été créés, notamment le Réseau latino-américain de bioéconomie, la Coalition panaméricaine de biocarburants et la Plateforme continentale des biointrants. Grâce à la coopération technique offerte, huit pays ont progressé dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies, de politiques et de réglementations visant à promouvoir la bioéconomie. Le bioentrepreneuriat, la formation et l'échange de connaissances dans la région ont été consolidés, avec des initiatives telles que le Centre pour l'innovation et l'entrepreneuriat basé sur la bioéconomie, le concours « Agrotourisme biologique : renforcer les liens entre la bioéconomie et le tourisme » et le processus de soutien à la création d'entreprises dans le domaine des biomatériaux au Costa Rica. En ce qui concerne la promotion de l'innovation, l'Institut soutient divers mécanismes régionaux, tels que le Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture, le Programme coopératif de recherche et de technologie pour la région Nord, le Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud et la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique, qui contribuent au renforcement des systèmes agroalimentaires dans les Amériques. Au niveau national, des innovations se

distinguent dans les domaines de l'alimentation animale, des machines agricoles, des semences, du riz, du quinoa et de la mousse de mer, entre autres.

Par le biais de diverses études et analyses, l'IICA a fourni des informations techniques actualisées et pertinentes permettant de prendre des décisions sur les politiques publiques relatives à l'agriculture familiale, ainsi que de tirer parti de forums tels que le Comité consultatif de l'agriculture familiale, les Journées continentales sur l'agriculture familiale, la Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale et le Réseau latino-américain de services de vulgarisation rurale. À l'échelle des pays, nous avons collaboré à la formulation de politiques et de lois en Argentine, en Équateur, en Haïti et au Panama afin de promouvoir l'agriculture familiale et d'accroître les revenus des petits producteurs.

En collaboration avec la Banque interaméricaine de développement, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, et dans le but d'améliorer la participation des pays membres aux marchés internationaux de produits agroalimentaires, un atelier régional a été organisé sur le thème « Renforcer le commerce agroalimentaire dans la région pour accroître sa contribution au développement durable et à la sécurité alimentaire ». De plus, le réseau de négociateurs agricoles a été consolidé afin de promouvoir les positions régionales auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Afin de renforcer les capacités en matière de politique commerciale agricole et de favoriser l'exportation dans le secteur agroalimentaire, quatre cours et 25 conférences ont été organisés, auxquels 4 110 personnes ont participé. En outre, en collaboration avec l'Association latino-américaine d'intégration et le Forum pour la formation en commerce international du Canada, des programmes de formation pour l'internationalisation des PME agricoles ont été lancés. Les septième et huitième éditions des Rencontres d'affaires virtuelles des chaînes agroalimentaires d'Amérique latine et des Caraïbes ont été tenues ; 1 173 entreprises y ont pris part et ont généré une intention d'investissement de près de 50 millions d'USD. La troisième édition des Rencontres d'affaires virtuelles des Caraïbes a réuni 202 entreprises, avec une intention d'investissement de 1,3 million d'USD.

Des efforts spécifiques ont aussi été accomplis pour renforcer la relation entre les produits et les marchés. À ce titre, on peut citer notamment le développement de l'industrie de la noix de coco en Dominique, le soutien à la culture du café en Équateur, le renforcement de l'industrie des champignons à Sainte-Lucie et l'appui aux activités des entreprises du secteur de la pêche à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

L'agenda sur l'action climatique et la durabilité agricoles a consolidé la participation du secteur agricole aux processus liés à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le dialogue politique a été promu par le biais d'ateliers régionaux et de la participation à la 28e Conférence des parties à Dubaï. Dans ce cadre,

le pavillon de la Maison de l'agriculture durable des Amériques a suscité des alliances entre des acteurs multiples autour des défis et des progrès de l'action climatique entreprise par le secteur.

L'Institut a mis en œuvre avec succès le premier projet multinational du Fonds vert pour le climat dans les Caraïbes, qui a bénéficié à neuf pays de la Communauté des Caraïbes grâce au renforcement de la participation du secteur agricole aux processus de financement climatique. Parmi les autres actions sur le terrain en collaboration avec ces partenaires figurent celles portant sur l'innovation en Amazonie, la gestion durable des zones humides en Bolivie, les énergies renouvelables dans des communautés rurales de Bolivie, de Colombie, du Costa Rica et du Guatemala, ainsi que sur les ressources en eau au Suriname.

Dans le but de renforcer les capacités techniques et institutionnelles en matière de santé animale, de santé végétale, de sécurité alimentaire et de mesures sanitaires et phytosanitaires, plus de 12 500 personnes supplémentaires ont consolidé une masse critique dans la région. Cela a été possible grâce à la plateforme virtuelle sur la sécurité alimentaire intitulée Produire en toute sécurité, à l'organisation d'un événement continental sur l'approche « Une seule santé » visant à promouvoir des actions intersectorielles dans les Amériques et à la création de consensus autour du Codex Alimentarius, de l'Organisation mondiale de la santé animale et de l'OMC. En réponse aux urgences sanitaires dans la région, une coopération a été fournie pour lutter contre la souche tropicale 4 de la fusariose, la peste porcine africaine, la mouche des fruits, l'escargot géant et les maladies d'origine alimentaire.

Dans le domaine de la numérisation agroalimentaire, l'IICA a encouragé l'innovation, la productivité et la durabilité dans le secteur agricole des Amériques grâce au développement des capacités institutionnelles et à la conception de politiques publiques novatrices, ce qui a positionné l'Institut comme un pôle de services pour divers acteurs publics et privés. Au niveau de l'hémisphère, l'Institut a organisé la Semaine de l'agriculture numérique, un espace d'échange d'expériences et de diffusion de bonnes pratiques. Dans les pays, il a collaboré à la conception et à la gestion du Centre de recherche pour la production en milieu contrôlé au Panama, à la cartographie spatiale à Trinité-et-Tobago, ainsi qu'aux expositions du Laboratoire de fabrication numérique et à la conception d'outils virtuels tels que les ventes aux enchères de produits agricoles au Costa Rica.

En ce qui concerne la promotion de l'égalité entre les genres et de l'autonomisation des femmes rurales, la quatrième édition du Forum permanent des femmes ministres, vice-ministres et hauts fonctionnaires des Amériques a été organisée pour évoquer des stratégies visant à mettre en place une économie des soins dans les systèmes agroalimentaires des Amériques. En ce sens, des initiatives cherchent à réduire la charge de travail des femmes rurales et à garantir qu'elles soient incluses dans les politiques publiques et privées et qu'elles obtiennent l'appui financier nécessaire. En outre, des cours de formation sur l'entrepreneuriat et le changement climatique ont été

organisés à l'intention des femmes rurales, avec une attention personnalisée et un impact direct sur les communautés de femmes, mais aussi de jeunes. Dans ces cours, l'IICA, avec divers partenaires internationaux, promeut le leadership de la jeunesse, la numérisation agricole et la génération d'opportunités pour les jeunes femmes rurales dans la région.

Nombre de ces résultats ont été atteints grâce à la collaboration de près de deux cents partenaires, dont des universités, des centres de recherche, des organismes internationaux et des entités du secteur privé. Afin d'accroître la prestation de services de coopération technique à ses 34 États membres, l'Institut a formulé plus de 70 propositions, qui ont été soumises pour examen à divers bailleurs de fonds.

Enfin, au niveau de l'organisation, la Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques 2023 et la Vingt-deuxième Réunion ordinaire du Conseil se sont tenues, ce qui a donné lieu à la résolution 545 susmentionnée, ainsi qu'à l'Initiative « Eau et agriculture ».

La gestion efficace de l'IICA s'appuie sur un suivi exhaustif de ses objectifs et de ses résultats, ainsi que sur l'application de stratégies financières saines qui nous ont permis de respecter nos engagements budgétaires, de diversifier notre portefeuille d'investissements et de générer des rendements substantiels. En outre, nous poursuivons nos efforts de coopération technique, conformément à nos engagements en matière de durabilité et de responsabilité environnementale.

L'accent sur la durabilité, l'innovation et l'équité dans l'agriculture qui nous caractérise se reflète dans chacune de nos actions. Grâce à la participation de l'Institut à des événements internationaux majeurs et à notre engagement à répondre aux besoins et aux exigences de la société civile et des parties prenantes du secteur agricole, nous sommes devenus le partenaire privilégié des pays membres afin d'assurer un avenir prospère pour l'agriculture.

## Concernant l'IICA

En tant qu'agence du système interaméricain spécialisée en agriculture et en développement rural, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a pour mission de stimuler, promouvoir et appuyer les efforts de ses 34 États membres en vue d'assurer leur développement agricole et le bien-être de leurs populations rurales grâce à une coopération technique d'excellence.

Le programme annuel de l'Institut se résume à près de 300 initiatives de coopération nationale, régionale et continentale, soutenues par plus de 150 partenaires des institutions des autorités centrales et locales, l'université, les centres de recherche, la banque multilatérale, le secteur privé, les organismes internationaux et la société civile.

La proposition de valeur de l'IICA est résumée dans la résolution 545, confirmée en 2023 par le Conseil interaméricain de l'agriculture, par laquelle les travaux des sept programmes techniques de l'Institut sont particulièrement axés sur :

- La bioéconomie, comme stratégie convergente avec le Programme à l'horizon 2030 pour le développement durable ;
- La science, la technologie et l'innovation, y compris l'agriculture numérique ;
- Le commerce international et régional, en tant qu'accélérateur du développement durable et de la sécurité alimentaire ;
- L'action et le financement climatiques, en soulignant la capacité de l'agriculture à relever les défis de manière positive ;
- "Une seule santé", comme stratégie de santé agricole dans les systèmes agroalimentaires ;
- L'agriculture familiale et le développement rural inclusif ; et
- L'équité et le genre.

De même, l'Observatoire des politiques publiques a été créé pour les Systèmes agroalimentaires, ainsi que l'École des leaders pour la transformation des systèmes agroalimentaires des Amériques et un fonds continental pour la résilience et la durabilité de l'agriculture dans la région.

Conformément à une approche de travail orienté vers les résultats, l'IICA est un instrument efficace pour relever de manière innovante les défis de l'agriculture et de la vie rurale, au moyen de la formulation de projets, du renforcement des capacités techniques et institutionnelles, des conseils en matière de processus stratégiques, du développement conceptuel et méthodologique et de l'échange de savoir et d'expériences.

Tous les détails relatifs à la stratégie institutionnelle sont disponibles sur le [Plan à moyen terme 2022-2026 de l'Institut](#).

## Principaux résultats de 2023

Le Plan à moyen terme 2022-2026 de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), feuille de route de l'action institutionnelle, a été mis en œuvre en 2023 avec un programme de 358 initiatives (opérations, projets et actions). À partir de l'approche de gestion orientée vers les résultats, 89% des objectifs des plans continentaux<sup>1</sup>, régionaux et nationaux ont été atteints. En termes de ressources extérieures, l'Institut est parvenu à exécuter annuellement 210 millions de dollars américains, en provenance de 129 partenaires nationaux et internationaux, y compris des gouvernements, des entités du secteur privé, l'université et la banque multilatérale.

La coopération continentale de l'IICA s'est centrée sur l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable, dont la consolidation a reçu le soutien des ministres de l'Agriculture des 34 États membres, par la résolution 545 du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil).

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu 13 événements continentaux, avec la participation de 4 531 personnes, grâce auxquelles a pu être consolidée l'action collective dans les Amériques. On peut mentionner le Sommet panaméricain sur les biocarburants liquides, le Dialogue régional sur la science, la technologie et l'innovation dans les systèmes agroalimentaires de l'Amérique Latine et des Caraïbes, la Semaine de l'agriculture numérique, le Forum panaméricain des intrants biologiques, la 27ème Conférence annuelle du consortium international de recherche en bioéconomie appliquée, la Deuxième rencontre du Réseau latinoaméricain de bioéconomie, le IVème Forum des femmes ministres, vice-ministres et hauts fonctionnaires des Amériques, la Journée continentale de l'agriculture familiale, la manifestation intitulée "Une seule santé dans les Amériques : l'importance de la collaboration interinstitutionnelle sur le continent et dans ses communautés rurales", l'Atelier régional : "Renforcement du commerce agroalimentaire de la région en vue d'accroître sa participation au développement durable et à la sécurité alimentaire" et le Séminaire international : "Vers une nouvelle génération de politiques publiques pour les systèmes agroalimentaires dans les Amériques", auquel ont participé la Banque Mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), ainsi que vingt-et-un représentants de gouvernements, qui ont permis la création et le lancement du Réseau continental sur les politiques pour les systèmes agroalimentaires des Amériques. En outre, l'Observatoire des politiques publiques pour les systèmes agroalimentaires (OPSAa) a organisé l'atelier "Avanzar2030".

La dixième édition du rapport [\*Perspectives de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques : un regard porté sur l'Amérique Latine et les Caraïbes 2023-2024\*](#), a

---

<sup>1</sup> Par le biais des administrations des sept programmes techniques d'action continentale et d'autres initiatives comme l'OPSAa, l'École des leaders pour la transformation des systèmes agroalimentaires des Amériques, l'eau et l'agriculture et les sols vivants des Amériques.

été publiée en commun avec la CEPAL et la FAO. Ce document met l'accent sur la nécessité de consolider la coopération régionale afin de favoriser des systèmes agroalimentaires durables, inclusifs et résilients en Amérique Latine et aux Caraïbes (ALC). En trois mois depuis sa publication, le rapport a éveillé un intérêt considérable, reflété dans les 1 135 téléchargements réalisés sur la plateforme du répertoire de l'Institut.

La collaboration de 22 institutions, sous la direction de l'IFPRI, de l'Université de Notre-Dame et de l'IICA, avec le soutien de la Banque Mondiale, de la BID, de la Banque de développement de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CAF) et du Groupe des pays producteurs du Sud, entre autres, a donné lieu au renforcement des liens entre la science, la politique et le développement, au moyen d'une synthèse des faits dans le cadre du Projet *Avanzar2030*<sup>2</sup>. Ce projet a pour but de réduire l'écart de données, d'analyser les interventions et les frais associés et de réunir les preuves nécessaires pour soutenir le développement d'un nouveau programme de politiques publiques.

### L'OPSAA

La plateforme <https://opsaa.iica.int/> est un espace clé de réflexion, d'interaction, d'échange de savoirs et de prospection de politiques publiques axées sur les systèmes agroalimentaires de l'ALC. Elle est fondée sur trois piliers fondamentaux : la systématisation des politiques, l'organisation de dialogues fondés sur des faits et l'analyse et la prospective. Pour ce qui est des statistiques, 1 700 registres ont été ajoutés, dont des cadres de politique, des initiatives de financement, des ressources informatives, des faits et des événements. En outre, 47 nouveaux indicateurs sont inclus, organisés en 19 catégories, qui élargissent la base de données disponible en ligne à plus de 80 000 données. Concernant le trafic en ligne, Google Analytics comptabilise 86 000 visites et environ 280 000 interactions, un niveau d'activité qui prouve l'intérêt suscité par la plateforme et son importance pour le secteur agroalimentaire de la région.

L'Institut a été reconnu comme partenaire principal du processus de modernisation de la [politique d'État agricole de l'Équateur](#), au cours duquel, au moyen d'une application numérique en ligne élaborée à l'OPSAA, la conception de plans stratégiques a été facilitée dans le domaine national. De même, le ministère de l'Agriculture du Pérou a bénéficié de l'aide de l'IICA pour analyser les principales politiques publiques et la relation avec des approches axées sur les résultats, tandis que l'Union des groupes de production du Paraguay a favorisé, avec l'Institut, une réflexion prospective du secteur agricole et une proposition concertée de directives stratégiques pour le développement durable et les chaînes de valeur.

---

<sup>2</sup> Centré sur la récente mise en œuvre du Consensus ministériel des Amériques, avant le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021, qui fixe les objectifs et les priorités face aux défis mondiaux des systèmes alimentaires.

C'est avec la collaboration de l'Institut international pour le développement durable du Canada qu'a été mis au point le protocole de travail en vue de la réalisation d'une cartographie exhaustive des règlements en matière de biodiversité et de forêts dans plusieurs pays de l'ALC, dont l'achèvement est prévu en 2024. Cet effort commun, qui est une étape cruciale pour mieux comprendre les défis et les opportunités en matière de gestion des ressources naturelles de la région, sera un outil essentiel pour informer les décisions sur les politiques publiques et promouvoir des instruments liés à la conservation des forêts et de leur biodiversité.

Dans le cadre du Programme des stages de l'IICA, 95 échanges ont eu lieu avec des participants d'Allemagne, d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, de Colombia, du Costa Rica, d'Équateur, d'El Salvador, d'Espagne, des États-Unis, du Honduras, du Nicaragua, des Pays-Bas, du Panama, du Pérou, de République Dominicaine, de Trinité-et-Tobago, et d'Uruguay. Aujourd'hui, les partenariats avec la Fondation du Prix mondial de l'alimentation, le Programme allemand ASA, les universités Complutense de Madrid et Politécnica de Madrid et le Programme Meridies/Université polytechnique de Valence, se poursuivent, ce qui garantit de hauts niveaux d'internationalisation et de retombées de cette initiative d'échanges de jeunes professionnels.

Il y a lieu de souligner les hommages de Leaders de la ruralité rendus en 2023 à 12 personnes méritantes, qui ont fait la différence dans la vie rurale des Amériques. Ce nouveau groupe de lauréats comprend des femmes et des hommes d'Argentine, de Bolivie, du Chili, des États-Unis, du Guyana et d'Uruguay.

Voici une information sur les résultats les plus pertinents obtenus par l'IICA grâce à ses sept programmes de coopération technique.

## Innovation et bioéconomie

Grâce au Programme continental d'innovation et de bioéconomie, les pays des Amériques ont plus participé et joué un rôle de tout premier ordre dans les débats et la prise de décision au sein des principales enceintes mondiales sur la bioéconomie, et ils ont agi collectivement et régionalement pour encourager la coopération Sud-Sud pour mettre au point des politiques, des projets et des investissements en la matière. Ceci a été mis en évidence avec la création du Réseau latinoaméricain de bioéconomie, de la Coalition panaméricaine des biocarburants et de la Plateforme continentale des intrants biologiques, ainsi qu'avec la participation de l'Institut et de l'ALC aux réunions suivantes :

- Réunions du Conseil consultatif du Sommet mondial de bioéconomie et du Groupe de travail international sur la bioéconomie durable,
- Conférence internationale du Consortium international de recherche en bioéconomie appliquée,
- Conférence européenne sur la bioéconomie,
- Semaine de la bioénergie de l'Alliance mondiale pour la bioénergie,

- Sommet panaméricain de biocarburants liquides,
- Forum panaméricain sur les moyens de production biologiques,
- Semaine de l'énergie de l'Organisation Latinoaméricaine de l'énergie,
- Forum mondial de science et d'innovation,
- LXVème Réunion du Programme coopératif centraméricain pour l'amélioration des cultures et des animaux,
- Dialogue de haut niveau sur les politiques de biotechnologie agricole du Forum de coopération économique Asie-Pacifique,
- Groupe des pays d'Asie-Pacifique et
- Vingt-huitième Conférence des parties (COP28), entre autres.

À partir de la coopération technique de l'IICA, huit pays des Amériques ont progressé dans la formulation et dans la mise en œuvre de stratégies, de politiques et de lois pour la promotion de la bioéconomie et de ses voies. En particulier, il a été possible d'appuyer l'application de stratégies nationales de bioéconomie au Costa Rica et en Colombie, ainsi que l'élaboration de plans de bioéconomie dans les secteurs agricoles mexicains et argentins, de lois et de règlements sur les moyens de production biologiques au Honduras et sur les biocarburants au Guatemala et de l'Accord ministériel n°63, relatif à l'utilisation de semences ou de cultures, obtenues par des techniques d'amélioration de précision en Équateur.

### **Les moyens de production biologiques en Argentine**

L'Institut a contribué à l'élan et à la reconnaissance de l'utilisation des intrants biologiques par l'organisation de plusieurs événements sur l'encouragement à adopter et la reconnaissance de l'utilisation des moyens de production biologiques, comme : la Rencontre nationale de bioéconomie, organisée par l'Université nationale de Río Cuarto, au cours de laquelle a été abordé le thème des intrants biologiques à usage agricole comme outils d'une production durable dans le scénario des changements climatiques ; b) les Journées des intrants biologiques, de Mar del Plata en collaboration avec la Chambre argentine des intrants biologiques et les autorités du parti du Général Juan Madariaga, où plus de 300 producteurs ont pris connaissance des avantages de ces produits pour les cultures horticoles ; et c) l'Atelier latinoaméricain "Stratégies institutionnelles différenciées pour la réglementation des intrants biologiques", organisé avec le Service national de santé et de qualité agroalimentaire (SENASA), pour échanger des expériences sur les cadres réglementaires à partir d'une perspective régionale, ainsi que par la participation au Comité consultatif des intrants biologiques à usage agricole, et à ses sous-groupes de travail.

Par ailleurs, 400 chefs d'entreprises de la bioéconomie ont augmenté leurs capacités en matière de préincubation et incubation afin d'améliorer leurs résultats. En outre, 7 200 personnes disposent de plus d'information sur le potentiel de ces entreprises et sur leurs opportunités de promotion. Parmi les initiatives menées par l'IICA en la matière, citons : le *Hub* pour l'innovation et l'entrepreneuriat fondé sur la bioéconomie (<https://bio-emprender.ica.int>), le concours de systématisation des succès, intitulé

“Agrobiotourisme : maximiser les liens entre la bioéconomie et le tourisme” (<https://bit.ly/4a4yMjY>), ainsi que le processus d’accompagnement avec la Coalition costaricienne, des initiatives de développement pour les entreprises avec des biomatériaux au Costa Rica.

### **El Salvador innovant**

Le projet Systèmes agroforestiers adaptés au couloir aride centraméricain, financé par l’Union Européenne (UE), a bénéficié directement à 531 producteurs de sept communes de Santa Ana, qui ont mis en œuvre des systèmes agroforestiers multicouches, avec irrigation efficace, recueil des eaux de pluie et production d’engrais organiques, et planté 7 000 arbres. En outre, dans le cadre du programme RECETO, des serres à la technologie israélienne ont été installées et des systèmes d’arrosage ont été mis en place pour améliorer la production de primeurs, avec des engrais biologiques et des systèmes de culture durable.

Citons d’autres expériences et d’autres succès concrets, au plan national, qui découlent de la coopération technique offerte par l’Institut :

- En Grenade, dans le cadre du ministère de l’Agriculture et de l’Institut caribéen de recherche et de développement, la production de compost et sa capacité de commercialisation ont été améliorées. Les capacités de gestion d’après récolte ont été approfondies (pour le personnel de vulgarisation) ainsi que les capacités de gestion des données pour la prise de décisions.
- En Jamaïque, en vertu d’un contrat signé par la Banque Mondiale, une évaluation des installations d’après récolte et du potentiel de culture du mil a été réalisée, afin de l’utiliser comme aliment pour les animaux. Ce travail, effectué en consultation avec le ministère de l’Agriculture, de la Pêche et des Mines, a permis de recommander des politiques et des investissements au gouvernement et aux partenaires de développement liés à la chaîne d’approvisionnement agricole et d’aliments alternatifs pour le bétail.
- Grâce au Projet d’innovation technologique et commerciale de l’agriculture familiale, financé par Itaipú Binacional, l’IICA a fourni des tracteurs, des semeuses et des pulvérisateurs à six organisations et organismes du ministère de l’Agriculture et de l’Élevage (MAG), pour plus de 10 000 producteurs de sésame, de maïs et de soja de plusieurs départements du Paraguay.
- Avec la coopération de l’Institut, une étude a été menée sur le potentiel bioéconomique de la chaîne de valeur de l’œuf à cuisiner au Jalisco, au Mexique, pour l’Union nationale des aviculteurs.

- Au Guatemala, le Programme des Consortiums régionaux de recherche agricole, financé par le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), a aidé 7 389 agriculteurs qui ont reçu des semences et des plants améliorés, et une formation relative aux différentes étapes de la production. Trente projets de recherche sur le terrain ont été exécutés et les infrastructures de plusieurs centres de production et de recherche guatémaltèques ont été rénovées.
- En association avec le ministère de l'Agriculture et l'Organisme de développement du riz du Guyana, une nouvelle variété de riz biofortifié a été lancée (GRDB IICA 17), afin d'ajouter une source accessible de zinc au régime alimentaire humain et d'accroître l'immunité devant les maladies respiratoires.
- En Bolivie, avec le projet Bioéconomie pour l'agriculture familiale, financé par le Fonds d'innovation de l'Agence allemande de coopération pour le développement (GIZ), 47 familles ont reçu une formation en gestion (sols, eau et intrants biologiques) du quinoa ; deux arrêtés municipaux ont été pris à Samaipata et Sorata, et l'avant-projet de la Loi nationale de bioéconomie a été formulé en vue de son examen par l'Assemblée législative. Le Réseau bolivien de bioéconomie a permis de diffuser des pratiques bioéconomiques comme valeur ajoutée pour le quinoa, le tourisme bioculturel, le biotourisme et les biocarburants.

### **La chaîne de la mousse de mer de la Dominique**

Avec la FAO et le ministère de l'Agriculture du pays, on a procédé à l'approfondissement des capacités de producteurs et techniciens en matière de bonnes pratiques de production de la mousse de mer, de l'évaluation des zones de production commerciale et de validation des technologies de séchage.

Concernant le développement des capacités, plus de 10 500 décideurs, chercheurs, producteurs et chefs d'entreprises connaissent mieux les détails des opportunités offertes par la bioéconomie et ses chemins et ils disposent de connaissances de pointe pour l'utiliser et la favoriser. L'IICA a mis au point un diplôme international en bioéconomie pour la chaîne de valeur du café, en commun avec l'Université technologique de Pereira en Colombie ; deux cours sur la bioénergie et les biocarburants ; quatre cours sur les entreprises de la biologie ; le sixième cours de laboratoire sur l'édition génomique, en association avec l'Alliance Bioversity & CIAT ; et 13 séminaires sur la biotechnologie et la biosécurité, entre autres. Les spécialistes du programme ont participé à 10 programmes de formation d'autres projets, partenaires et associés.

Il y a lieu de souligner la collaboration avec le MAG, l'Institut de biotechnologie agricole et avec d'autres partenaires, qui ont permis à l'Institut d'organiser le Symposium paraguayen sur les progrès en biotechnologie agricole, grâce auquel les participants ont

pu améliorer leurs capacités techniques en matière de biotechnologie et de production durable.

### **Partenariat IICA, PNUD et BID Lab**

Grâce à l'aide financière du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à l'Alliance mondiale contre les changements climatiques (+) et au BID-Lab, et pour aider le gouvernement du Suriname, une pépinière a été installée dans le district de Coronie, afin de mener des activités de formation et de démonstration de techniques de propagation des cultures fruitières. En outre, des pépinières de cultures ont été établies dans le haut bassin du fleuve Suriname ainsi qu'une structure d'agriculture protégée dans le district de Nickerie ; des sécheurs solaires ont été construits à faible coût, ainsi qu'une unité de traitement du poisson afin d'améliorer l'hygiène et la sécurité alimentaire dans les districts de Nickerie et de Coronie ; les agriculteurs de Coronie ont amélioré leurs capacités en matière de culture de la pitahaya et d'utilisation de technologies intelligentes face au climat ; et des systèmes d'irrigation des parcelles végétales de feuilles et de fruits ont été installés à Nickerie.

Sur le continent, près de 20 000 personnes reconnaissent le potentiel de la bioéconomie en tant que stratégie pour le développement national et régional après avoir participé à 35 séminaires, ateliers, conversations, foires virtuelles et concours organisés par l'Institut, et consulté les neuf documents qu'il a publiés.

Les acteurs de l'agriculture et des territoires ruraux des Amériques comptent 30 biens publics internationaux sous forme de documents, plateformes, méthodologies, outils et catalogues, entre autres, qui leur permettent d'avoir accès à des connaissances, à des guides, des bonnes pratiques et des enseignements tirés, pour élaborer leurs propres politiques, projets et investissements en matière de bioéconomie, qui sont disponibles sur <https://repositorio.iica.int/handle/11324/18571>.

### **Le Réseau INNOVAGRO géré par le Mexique**

Le Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (INNOVAGRO), qui consolide les systèmes d'innovation de 18 pays, a organisé le Séminaire INNOVAGRO, qui a réuni 936 personnes de 28 pays ; 6 séminaires en ligne, auxquels ont participé 607 personnes ; et la Rencontre INNOVAGRO, à l'Université Zamorano du Honduras. Le Réseau a aussi mis au point le diplôme en bioéconomie et projets durables, dont les cours débiteront en 2024.

Par le biais du Fonds régional de technologie agricole, a été développé en 2023 un portefeuille de 48 projets encore actifs, pour un montant de 47,1 millions de dollars américains. En outre, 1081 sites d'expérimentation, 739 réseaux et 171 équipes de travail collaboratif ont été créés, dont découlent 685 produits du savoir, 47 articles scientifiques et 256 vidéos.

La mise au point d'initiatives de plusieurs mécanismes de coopération technique sous-régionale a progressé, comme le Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture (PROMECAFÉ), le Programme coopératif de recherche et de technologie de la région Nord (PROCINORTE), le Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR) et la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique (CIAB). En particulier, le PROMECAFÉ a œuvré avec des réseaux de spécialistes en activités d'amélioration génétique, gestion de la rouille, changements climatiques et consommation interne de cafés spéciaux, et il a participé au IIIème Forum mondial des pays producteurs de café au Rwanda et à d'autres réunions d'intérêt, ainsi qu'à différents travaux et projets avec le GIZ, l'UE, le Centre de coopération internationale de recherche agronomique pour le développement, le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la faim et le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement, entre autres. Le PROCINORTE a progressé dans l'exécution de projets et l'offre de services de formation à des spécialistes de la région sur les maladies des primeurs, la santé animale, la santé agricole et la sécurité sanitaire des aliments, l'environnement et la gestion des ressources génétiques, entre autres, tandis que le PROCISUR créait des groupes de travail sur les moyens de production biologiques, la santé animale, l'élevage durable, les perspectives climatiques, l'agriculture numérique, les sols, le genre et les transformations institutionnelles ; il a également développé des études et des projets en matière de moyens de production biologiques, égalité de genre, légumineuses dans l'élevage, *huanglongbing*, édition génomique, questions environnementales et systèmes de science, technologie et innovation, entre autres.

#### **PROCINORTE : innovations au Mexique, aux États-Unis et au Canada**

Sous la direction de l'IICA, le Programme trinational des technologies a accordé des subventions à des projets de recherche collaborative dans plusieurs pays de la région<sup>3</sup>, afin d'aborder des thèmes cruciaux comme la préparation à la peste porcine africaine (PPA), la traçabilité et l'épidémiologie moléculaire. Une formation a été offerte en ligne sur la gestion des banques de gènes et le 25ème anniversaire du PROCINORTE a été fêté avec différents ateliers.

Enfin, grâce à l'organisation et à la participation à des événements, des formations, des foires et des missions internationales, des progrès ont été réalisés dans les avancées biologiques continentales, dans la mise en œuvre de normes biologiques et dans la consolidation de la CIAB.

---

<sup>3</sup> Mexique (2), Brésil (1), Saint-Christophe-et-Niévès (1), Sainte-Lucie (1), Trinité-et-Tobago (1) et Équateur (1).

## Développement du territoire et agriculture familiale

Le Programme continental de développement du territoire et de l'agriculture familiale a pour objectif de formuler, avec les États membres, une nouvelle génération de politiques d'agriculture familiale et d'y soutenir l'inclusion sociale et économique, notamment par le développement de capacités associatives et d'intégration politique dans le domaine régional.

L'Institut a contribué au dialogue autour de ces politiques, par son leadership dans les activités suivantes :

- La création d'un comité consultatif continental de l'agriculture familiale, avec des représentants du secteur public (le Secrétariat exécutif du Conseil agricole centraméricain [SECAC] et la Réunion spécialisée d'agriculture familiale [REAF]), de l'agriculture familiale (la Confédération des organisations de petits producteurs du Mercosur élargi [COPROFAM] et le Programme dialogue régional rural), du secteur coopératif (Coopératives des Amériques [COOP]) et de l'université (le Réseau des politiques publiques et du développement rural en Amérique Latine et dans les Caraïbes [Red PP-AL]), en tant qu'espace technique et politique pour faciliter l'identification et la coordination d'actions communes pour soutenir l'agriculture familiale.
- Avec le ministère brésilien du Développement agricole et de l'Agriculture familiale, l'organisation de la Journée continentale des agricultures familiales, à laquelle ont participé près de 120 représentants des petits agriculteurs, l'université et des organismes internationaux.
- La création d'un groupe de travail pour l'analyse des politiques publiques de l'agriculture familiale au sein de la REAF du Marché commun du Sud (MERCOSUR), composé de techniciens du design, de l'exécution et de l'évaluation des politiques publiques des ministères de l'Agriculture d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et d'Uruguay, qui permet d'évaluer les politiques commerciales, financières, environnementales et de genre, associées à l'agriculture familiale.

### **Nouvelle génération de politiques publiques au Panama**

L'IICA a coordonné les équipes techniques de 17 institutions en vue de concevoir les lignes directrices de la politique agroalimentaire d'État (PADE), ce qui a entraîné l'approbation de la Loi n° 352, qui promeut l'accès à des aliments sains, la compétitivité agricole et la durabilité économique, sociale et environnementale. Nous avons également offert des conseils pour l'élaboration du Plan national de développement agricole et rural, aligné sur la PADE, dont découlent les projets d'investissements en matière de développement agricole et rural.

En Équateur, la marque de l'agriculture familiale paysanne est un autre exemple d'une politique d'État visant à différencier cette production et à en améliorer les revenus dans les provinces de la frontière nord, dans le cadre du processus de coopération avec le Fonds italo-équatorien pour le développement durable et le ministère de l'Agriculture et de l'élevage. En Argentine, nous avons soutenu l'Institut national d'agriculture familiale, paysanne et autochtone, pour la mise au point avec la FAO du Plan d'action pour la décennie de l'agriculture familiale, paysanne et autochtone.

En Haïti, a été mis en œuvre, avec des ressources du Bureau d'aide humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Projet de réduction de la vulnérabilité alimentaire dans la Gonâve, qui a permis de distribuer 16 600 kits alimentaires pour améliorer la nutrition de 8 000 familles, ainsi que 7,44 tonnes de sorgo et de haricot à plus de 2 000 agriculteurs.

Au Honduras, dans le cadre du programme présidentiel *Bono Tecnológico Productivo*, l'Institut a participé à l'exécution efficace des ressources publiques destinées à améliorer la sécurité alimentaire de plus de 473 000 petits agriculteurs de 17 départements, grâce à l'augmentation de la productivité de leurs cultures de maïs, haricot et sorgo. L'IICA a, en outre, soutenu la mise en œuvre d'autres programmes présidentiels tels que ceux pour le café, le *Bono cafetalero 2023*, et pour l'élevage, le *Bono Ganadero 2023*, qui ont bénéficié à mille autres petits agriculteurs et éleveurs grâce à des ressources permettant d'améliorer leurs pratiques de production.

L'institut a mis à la disposition des autorités politiques et techniques et aux représentants de l'agriculture familiale, des informations techniques actualisées et pertinentes pour la prise de décision relative aux politiques publiques de l'agriculture familiale, grâce aux études suivantes :

- *Réflexions et observations pour orienter la construction d'un programme renouvelé de politiques publiques pour l'agriculture familiale des Amériques*, élaboré à partir des débats avec les experts des différentes régions de l'ALC.
- *Situation des politiques publiques pour l'AF dans les pays du MERCOSUR*, mis au point avec le REAF.

Par ailleurs, 600 leaders de l'agriculture familiale d'Argentine, de Bolivie, du Chili, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay ont amélioré leurs capacités en vue d'avoir une influence dans le domaine de la prise de décision sur les politiques publiques et sur le renforcement de leurs organisations, grâce aux cours développés par l'IICA en partenariat avec la COPROFAM.

Dans le cas particulier du Pérou, la coopération technique a facilité, avec le leadership du ministère du Développement agricole et de l'Irrigation (MIDAGRI), le dialogue entre de multiples acteurs, niveaux et secteurs, dans le cadre desquels il a été possible de : 1) réaliser un diagnostic et une caractérisation de l'agriculture familiale (Commission multisectorielle de promotion et de développement de l'agriculture familiale), 2) contribuer à la diffusion de la campagne "Pour un Pérou qui prospère", dont le but est

de relancer l'économie de plus de 7 000 petits producteurs (Groupe de travail multisectoriel de la floriculture nationale) et 3) d'élaborer le plan de travail pour mettre au point le modèle de gouvernance de la chaîne du cacao et du chocolat en 2024 (Groupe de travail multisectoriel du Cacao).

### **Agriculture familiale dans la région d'O'Higgins, Chili**

Avec l'université catholique de Valparaiso, les écarts dans l'agriculture familiale paysanne de la région d'O'Higgins ont été réduits ; plus de 100 agriculteurs des communes de Lolol, Pumanque et Paredones ont acquis de nouvelles connaissances et adopté plus de 32 nouvelles pratiques durables d'efficacité hydrique et de gestion numérique.

Nous avons offert, en partenariat avec l'Organisation internationale du travail, un soutien à plus de 200 chefs d'entreprise intéressés par la création de coopératives ou d'entreprises sociales dans les zones rurales mexicaines de Campeche, Chiapas, Chihuahua, Colima, Durango, Guerrero, Hidalgo, Michoacán, Oaxaca, Puebla, San Luis Potosí, Sinaloa, Sonora, Tabasco, Tamaulipas, Tlaxcala, Veracruz et Yucatán.

### **Plateforme des femmes rurales du MERCOSUR (REAF/IICA)**

Afin de contribuer à l'inclusion des femmes dans l'économie rurale, la Plateforme des femmes rurales du MERCOSUR (REAF/IICA) a été mise à jour ; elle offre des services d'information, de formation et de promotion des échanges de savoir ; elle est disponible en espagnol, portugais et guarani sur <http://plamural.iica.int/home>.

En outre, dans le cadre de ses services, cette plateforme a permis de concevoir, structurer et offrir un cours sur les entreprises durables, qui s'adresse aux femmes cheffes d'entreprises rurales d'Argentine, du Chili, de Colombie, du Paraguay et d'Uruguay, approuvé par 33 femmes leaders, représentantes d'entreprises d'organisations communautaires qui regroupent 500 femmes du milieu rural. Une formation a été dispensée à 34 tutrices pour dispenser le cours aux plans national, organisationnel et territorial.

Les liens techniques de l'Institut ont été renforcés sur les espaces de discussion favorisés par ses partenaires, ce qui a souligné l'importance de l'agriculture familiale en matière de développement territorial et de la nécessité de formuler un programme renouvelé de politiques sur la question, comme les sessions du Conseil agricole centraméricain (CAC), des séminaires avec le Réseau PP-AL sur l'OPSAA et la situation des politiques publiques pour l'agriculture familiale, un atelier national sur le processus de formulation de la politique nationale de l'agriculture familiale, organisé par le MIDAGRI au Pérou, avec la représentation de l'IICA dans ce pays, et le séminaire international du Forum rural mondial, sur ces questions.

Et comme complément, les enseignements tirés des expériences d'aménagement territorial et du rôle de l'agriculture familiale dans le milieu rural ont été diffusés lors

d'événements virtuels continentaux, tandis qu'au plan social on appuyait le Mexique et la Colombie pour l'organisation du XIVème Forum international d'aménagement du territoire, ce qui a permis de sensibiliser près de 300 personnes des secteurs public et privé, de différents groupes de l'agriculture familiale et de l'université d'Amérique Latine et du reste du monde. Des progrès ont également été réalisés en matière d'inclusion de l'agriculture familiale dans l'économie rurale, surtout pour la femme en milieu rural.

Nous avons élaboré, avec les autorités du Guatemala, le projet Renforcement des institutions locales de femmes et de microentreprises individuelles et collectives, choisi par Empower Innovation Challenge, financé par le Fonds d'équité et d'égalité mondial 2021 du ministère des Relations extérieures des États-Unis ; ce projet sera mis en œuvre dans les territoires ruraux de ce pays au cours de l'année 2024, pour aider 124 femmes de trois organisations. En Équateur, en outre, le projet Réseau d'innovation et de durabilité pour les femmes rurales a été préapprouvé et l'on espère qu'il améliorera la vie de 100 femmes des campagnes d'Esmeraldas.

Dans le cadre de l'accord de coopération entre COOP et IICA, des initiatives ont vu le jour en vue de maximiser les capacités de gestion des technologies numériques du personnel technique et administratif de plusieurs coopératives liées à l'agriculture familiale. Pour exemple, en Espagne, avec l'Université de Cordoue, des cours de formation ont été donnés sur l'application des technologies numériques dans l'agriculture, auxquels 45 personnes ont participé. Comme complément, un projet d'alphabétisation numérique a été mis au point pour les membres des coopératives et un portail internet a été lancé pour intégrer différentes coopératives à l'offre de formation en technologies numériques des partenaires de l'Institut.

Dans l'intention de promouvoir l'inclusion numérique de l'agriculture familiale, nous avons élaboré, en coordination avec le bureau de la représentation au Chili, de la FAO et de la CEPAL, le document intitulé *Sistemas mixtos de extensión rural: intervenciones presenciales y digitales para ampliar la cobertura y mejorar la calidad de los consejos técnicos*, qui contribue à introduire des technologies numériques dans les services de vulgarisation du Chili, de Colombia, du Costa Rica et de l'Uruguay, au moyen du Réseau latinoaméricain des services de vulgarisation rurale.

Le programme de coopération de l'IICA prétend lier de plus en plus l'agriculture familiale aux priorités de l'action pour le climat et à la gestion des ressources naturelles. En Dominique, le partenariat avec l'Initiative de gestion durable de la terre a permis de renforcer les capacités des agriculteurs de cinq communautés, qui ont développé des plans d'affaires et des propositions de subventions pour faciliter l'accès au crédit en faveur de l'agriculture durable.

## Commerce international et intégration régionale

Le Programme continental de commerce international et d'intégration régionale a permis à l'Institut d'aider ses pays membres à améliorer leur participation sur les marchés internationaux des produits alimentaires, en vue de consolider la sécurité alimentaire mondiale et régionale, et de contribuer ainsi au développement durable de la région. Le résultat de la coopération dirigée par le Programme a été la participation de plus de [5 878 personnes et de 1 375 entreprises](#).

Le Programme a orienté ses activités vers deux lignes de travail, la première en matière de politique commerciale et d'accès aux marchés, et la deuxième de promotion du commerce. Dans le cadre de ces deux lignes d'action et de ces six domaines de travail, notons :

### **a. La consolidation de l'Alliance continentale sur les questions commerciales**

Ensemble, la BID, la CEPAL, la FAO et l'IFPRI, ont organisé l'atelier régional "Renforcement du commerce agroalimentaire de la région afin d'intensifier sa participation au développement durable et à la sécurité alimentaire", ce qui a permis d'identifier les actions collectives que l'IICA lancera avec ses partenaires, dans le cadre de la résolution n°545 du Conseil "Renforcement de l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable". Les actions collectives prévues par l'Alliance sont : consolider le réseau de négociateurs agricoles afin de promouvoir les positions régionales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) susceptibles de favoriser un commerce international ouvert, transparent et prévisible ; réagir, de manière coordonnée à l'apparition de règles menaçant de restreindre le commerce agroalimentaire des pays de la région ; et accroître le commerce intrarégional grâce à une meilleure utilisation des accords commerciaux en vigueur et de la coordination avec les mécanismes et autres institutions favorables à l'intégration dans la région.

### **b. La participation effective des États membres à des forums multilatéraux**

L'Institut a facilité, en tant qu'observateur du Comité de l'Agriculture de l'OMC, la prise de connaissance et la diffusion des débats relatifs à la mise en œuvre de mesures qui facilitent ou entravent le commerce agricole dans les pays des Amériques et chez les partenaires du monde entier. Avec l'IFPRI a été lancé le Réseau de négociateurs d'Amérique Latine, avec 23 membres de 17 pays. Dans le cadre du plan de travail avec l'OMC, El Salvador est à jour dans ses notifications et les pays disposent d'un manuel de bonnes pratiques pour améliorer leur participation au Comité de l'Agriculture de cette organisation. Promotion a été faite de la contribution de la région à la sécurité alimentaire et au développement durable, par le biais de deux réunions techniques organisées dans le contexte du Forum public de l'OMC, l'une sur l'innovation bionumérique et l'autre sur les pratiques de l'agriculture durable. Puis dans le cadre de la COP28, l'IICA et l'OMC ont signé un protocole d'accord en vue d'approfondir la mise en œuvre d'actions susceptibles de favoriser un système de commerce agricole plus

juste et axé sur les marchés, ainsi que d'autres objectifs définis par les accords sur l'agriculture et les mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de cette organisation.

**c. La large diffusion des informations commerciales, des indicateurs et des politiques**

Par le biais du Centre de référence de l'OMC de l'Institut, a été élaboré et diffusé un total de 49 capsules informatives sur le commerce agroalimentaire des Amériques et 77 notes ont été publiées qui ont donné lieu à 34 000 visites. On a également répondu à 11 consultations techniques et deux vidéoconférences ont porté sur la gestion des bases de données et sur les nouveaux thèmes du commerce pour l'Université Santo Tomas de Colombie. Nous avons aussi participé au module d'indicateurs du commerce ([Atlas agroalimentaire](#) et [indicateurs socioéconomiques](#)) et facilité l'entrée de cadres politiques, d'initiatives et de ressources dans l' OPSAa.

**d. Le renforcement du commerce intrarégional**

Avec le Programme continental de santé agricole, de sécurité sanitaire et de qualité des aliments de l'IICA et l'Association latinoaméricaine d'intégration (ALADI), deux journées ont été organisées sur la convergence réglementaire, l'une sur les [équivalences](#) et l'autre sur les [procédures d'évaluation de la conformité](#), auxquelles ont participé 289 autorités, techniciens et spécialistes de 13 pays ; les exposés ont porté sur les progrès en la matière et identifié d'éventuelles actions communes de promotion des politiques et pratiques de facilitation du commerce des aliments. Par ailleurs, avec la Fédération centraméricaine du secteur des produits laitiers (FECALAC) et la SECAC, on a pu renforcer le commerce des produits laitiers, tandis qu'avec l'Association latinoaméricaine d'aviculture, les règlements du commerce des volailles ont été diffusés et que des domaines d'efforts communs ont été identifiés entre les deux institutions. Avec le Conseil agricole du Sud (CAS), on a offert une assistance technique pour que puisse avoir lieu, pendant la COP28, une rencontre présentielle entre les fonctionnaires du CAS et de l'OMC. À la suite de cette réunion, une équipe technique a été formée avec l'OMC, dans le but de consolider les positions de négociation de l'ALC avant la prochaine Conférence ministérielle qui aura lieu en février 2024. En outre, avec la FAO et la BID, a été formé le [Réseau d'experts en commerce agroalimentaire](#), qui réunit 25 experts de 11 pays et qui a pour objectif de renforcer la qualité technique de la recherche sur le commerce agroalimentaire dans les Amériques et les capacités d'offre de conseils techniques et de recommandations de politiques aux gouvernements et au secteur privé.

**e. Le renforcement des capacités techniques pour tirer parti du commerce international**

Parmi les processus de renforcement des capacités en matière de politique commerciale agricole et d'exportation, citons quatre cours et 25 dialogues et conférences réunissant 4 110 personnes. En outre, avec la FAO, le Secrétariat de l'intégration économique centraméricaine (SIECA) et la SECAC, plusieurs cours ont été

proposés, comme “Commerce international et agriculture” et “Politique commerciale agricole”. Dans le domaine du renforcement des capacités d’exportation, un cours a été lancé : “Formation pour l’internationalisation des PME agricoles”, avec l’ALADI, ainsi que le cours “Se préparer à exporter des produits agroalimentaires”, avec le Forum pour la formation en commerce international du Canada.

#### **f. Le lien entre les producteurs et le marché**

Avec la FAO, le SIECA et la SECAC se sont tenues les [septième](#) et [huitième](#) éditions de la [Ronde virtuelle des entreprises des chaînes agroalimentaires de l’Amérique Latine et des Caraïbes](#), dont l’objectif est d’aider les entreprises et les organisations du secteur agroalimentaire à consolider et à diversifier sa présence sur les marchés régionaux. Ces événements ont réuni 1 173 entreprises et les intentions d’affaires ont approché les 50 millions de dollars américains. Par ailleurs, avec la FAO, a eu lieu la troisième édition de la Ronde virtuelle des entreprises des Caraïbes, dont l’objectif était de promouvoir le commerce intrarégional des produits agroalimentaires et à laquelle ont participé 202 entreprises et qui a suscité des intentions d’affaires pour 1,3 million d’USD.

Au plan national, citons les efforts de coopération de l’Institut visant à améliorer le lien entre producteurs et marchés, comme :

- L’élan donné à l’industrie du coco en Dominique, en partenariat avec le Centre du commerce international (CCI) ;
- Le soutien à la culture du café dans le canton Gonzalo Pizarro en Équateur, dans le cadre du Projet HIDROALTO-IICA ;
- Le développement de l’industrie du champignon, avec le secteur privé de Sainte-Lucie ;
- Le renforcement des processus entrepreneuriaux du secteur de la pêche à Saint-Vincent-et-les-Grenadines ;
- La commercialisation de 364 tonnes de tomate de haute qualité par 200 producteurs de Caaguazú, au Paraguay, où, par ailleurs, a été installé un centre de commercialisation (Projet CERCA-BAYER-IICA) ;
- La cartographie du marché de la chaîne de valeur de la viande et de la fibre de camélidés en Bolivie ;
- L’identification de 35 idées d’entreprises pour le Programme national de conservation des forêts dans les chaînes de valeur pour les communautés autochtones du Pérou ;

- Le rétablissement de la culture de l’ananas noir d’Antigua, avec la production de 2 000 plants au Centre de biotechnologie agricole de Saint-Vincent ;
- Le financement du secteur du cacao et la promotion d’initiatives gastronomiques en vue d’accroître la consommation du cacao costaricien ; et
- La mise en œuvre de la Norme de durabilité pour les fermes laitières, avec le programme Chile Origen Consciente et le Consortium laitier, ainsi que la mise au point de la Norme de durabilité des pruneaux du Chili avec la Fondation pour l’innovation agraire, dans le but de respecter les mesures de durabilité exigées par les marchés nationaux et internationaux.

**g. Le renforcement des systèmes d’information sur les marchés des Amériques**

L’IICA, en coordination avec le Secrétariat technique de l’Organisation de l’information sur les marchés des Amériques, a consolidé les systèmes d’information sur les marchés de cinq pays ; on a mis en œuvre quatre processus de renforcement des capacités et 19 actions d’échanges d’information auxquels ont participé 788 personnes des cinq régions du continent. Ces actions ont reçu 21 148 visites sur les [réseaux sociaux](#).

 **Action climatique et durabilité agricoles**

Dans la stratégie du Programme continental pour l’action climatique et la durabilité agricoles, on a consolidé la participation du secteur agricole aux processus liés à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les capacités des producteurs ont aussi été améliorées grâce à de nombreuses formations et des échanges sur les technologies et les pratiques, ce qui a entraîné des modifications des comportements dans le sens d’une meilleure adoption de technologies et de pratiques intelligentes face au climat, pour une meilleure utilisation de l’eau et des sols. Il a également été possible d’accroître la participation des femmes, des enfants et des jeunes, à des activités de durabilité et à l’action agricole pour le climat. Pour encourager l’action climatique dans l’agriculture familiale, on a amélioré, dans plusieurs pays de la région Sud, les politiques nationales sur la résilience face aux changements climatiques, ainsi que les appels à pratiquer les contributions déterminées au niveau national (CDN) dans la région.

Notons les principaux succès du suivi des piliers stratégiques et des lignes d’action de l’Institut (négociation et participation aux processus relatifs à la CCNUCC, à l’élevage, au riz, aux marchés volontaires du carbone et à l’action pour le climat dans les Caraïbes) :

**a. Le dialogue politique pour une plus grande inclusion du secteur agricole dans les processus climatiques et environnementaux**

La participation dynamique du secteur a été encouragée non seulement pour la Conférence des Parties (COP), mais aussi pour d'autres réunions sur le climat, nationales et internationales qui ont lieu toute l'année. Pour continuer le processus de développement de capacités des négociateurs de l'effort commun de Charm El-Sheikh sur la mise en œuvre de l'action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, une série d'activités a eu lieu, parmi lesquelles des ateliers présentiels, des dialogues virtuels, des séminaires en ligne et l'offre de soutien à la participation aux séances de négociation de la 58<sup>ème</sup> Session des organes subsidiaires de la CCNUCC à Bonn et de la COP28 à Dubaï. Deux ateliers régionaux ont été organisés, l'un en Colombie, pour préparer ces séances de négociation, et l'autre en République Dominicaine, afin de fournir des espaces informels aux négociateurs des Amériques, notamment les ministères de l'Agriculture, pour échanger des perspectives et des idées, ce qui a eu pour effet de consolider la capacité de négociation et le dialogue régional afin de susciter une participation plus active et mieux informée du secteur pendant les réunions de la CCNUCC. Et pour témoigner de la contribution et des nécessités du secteur dans les différents espaces d'échanges internationaux, avec le soutien du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) et l'Initiative d'action intégrale pour les changements climatiques, un atelier a été organisé en présentiel sur la contribution potentielle de l'agriculture au processus de la CCNUCC pendant la Semaine régionale du climat pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, organisée au Panama, ce qui a permis non seulement un échange régional, mais aussi une présence, jamais vue auparavant dans cet espace, d'acteurs des ministères de l'Agriculture. À ces trois ateliers étaient présentes 71 personnes (38 femmes et 33 hommes) de 24 pays de l'ALC.

Tout cela a culminé avec une présence considérable du secteur agricole du continent à la COP28 de Dubaï. Grâce au pavillon Maison de l'agriculture durable des Amériques, dont l'installation est revenue à plus de 350 000 dollars américains, fournis par les amis de l'Institut, il a été possible de :

- Démontrer le rôle de catalyseur des systèmes agroalimentaires dans les solutions climatiques et dans la sécurité alimentaire mondiale ;
- Visibiliser les apports des producteurs et d'autres acteurs du secteur à l'adaptation et à l'atténuation ;
- Sensibiliser aux défis, aux propositions et aux progrès du secteur en matière d'action pour le climat ; et
- De créer des alliances avec de nombreux acteurs pour accélérer et élargir l'action et les investissements, avec, entre autres, le Food Tank, la BID, BID Invest, le Département du développement durable de l'Organisation des États américains et l'Institut international de recherche en élevage.

Douze ministres et vice-ministres de l'Agriculture de la région étaient présents à la COP28. En outre, des négociateurs de 15 pays membres ont participé aux travaux communs de Charm El Sheikh. Au pavillon, 48 événements ont été organisés par plus de 30 partenaires, pour présenter une gamme de perspectives, priorités, nécessités et approches du secteur de l'agroalimentaire des Amériques. Des échanges ont eu lieu entre 9 ministres et vice-ministres de l'Agriculture sur le financement pour le climat, visant à faciliter une meilleure action pour le climat avec différents partenaires (le CAC, le CAS, le CAF, Producers Trust, Pegasus et le PROCISUR). En outre, avec l'Initiative pour l'intégrité des marchés volontaires du carbone (VCMI) et Climate Focus, nous avons offert une formation technique en matière de marchés volontaires du carbone à 17 fonctionnaires du secteur agricole de 16 pays.

### **Dialogue Borlaug 2023, États-Unis**

Au cours du Dialogue Borlaug 2023, à Des Moines, en Iowa, l'IICA a organisé trois tables rondes, l'une sur l'eau, une autre sur la maladie du *Fusarium* race 4 tropical (R4T) de la banane et la troisième sur l'agriculture régénérative. Des visites de haut niveau ont également pu être organisées entre le vice-président du Fonds international de développement agricole et le ministre de l'Agriculture du Guyana, ainsi qu'avec des entreprises du secteur privé.

Le projet du Fonds vert pour le climat (FVC) a été un succès ; il s'intitulait Renforcement des bases pour un secteur agricole sensible au climat dans la Caraïbe. Ce projet, qui a bénéficié à neuf pays de la Communauté de la Caraïbe (CARICOM) grâce à une meilleure préparation et hiérarchisation du secteur agricole dans les processus de financement pour le climat, s'est attaché à aborder les obstacles à une participation importante et soutenue des acteurs de l'agriculture aux processus de financement pour le climat, au moyen d'arguments et d'actions fondés sur des faits.

C'est dans ce contexte qu'ont été formés plus de 700 décideurs, techniciens et acteurs, grâce à deux cours, l'un sur la participation des acteurs agricoles aux processus de financement climatique et l'autre sur les inventaires de gaz à effet de serre (GES) et les émissions agricoles ; le premier répertoire d'agriculture et de changements climatiques dans la région a été créé, avec plus de 50 publications, y compris des rapports techniques régionaux et nationaux, des plans d'action, des notes de synthèse et des consignes de financement du FVC, ainsi que des séminaires en ligne, des marchés virtuels, des vidéos et des bandes dessinées pour encourager la participation des jeunes à l'action agricole pour le climat.

Toutes ces activités ont entraîné : 1) le développement et le renforcement de capacités, de systèmes et de réseaux pour soutenir la planification, la programmation et la mise en œuvre d'activités financées par le FVC ; 2) le renouvellement des cadres stratégiques pour aborder les écarts de politiques et améliorer l'expérience du secteur et les conditions pour la programmation du FVC en termes d'investissements à faibles émissions ; 3) une augmentation du nombre de notes de synthèse sur des projets de

qualité ; et 4) le développement et la diffusion de pratiques exemplaires pour renforcer la capacité et la coordination de l'institution, l'accès direct et les canalisations des autorités nationales désignées, des entités d'accès direct et autres partenaires du FVC.

D'une manière générale, cela se traduira par une inclusion plus grande et plus stratégique du secteur agricole dans les CDN, par le développement et le changement de qualification de l'agriculture caribéenne comme étant "à faibles émissions" et par de plus gros investissements des secteurs public et privé dans le développement du secteur agricole qui lui permettra d'être plus résilient face au climat.

**b. Les stratégies et les mécanismes pour guider le secteur, encourager le changement et multiplier les approches réussies**

Pour une meilleure représentation du secteur de l'agriculture dans les réunions mondiales sur le climat, un atelier a été organisé, avec le Programme d'aménagement du territoire et de l'agriculture familiale et le REAF, intitulé "Affronter le défi des changements climatiques, des politiques publiques et de l'adaptation de l'agriculture familiale : expériences, gouvernance et stratégies innovantes pour la pérennité des systèmes alimentaires" ; il avait pour objectif de mettre au point une feuille de route sur les changements climatiques pour appuyer des politiques publiques plus intégrales et l'élaboration d'un projet régional. Les délégations d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et d'Uruguay ont approfondi le caractère institutionnel du processus mondial de négociation d'engagements et d'objectifs d'atténuation et d'adaptation face aux changements climatiques, sa mise en œuvre par le biais des plans nationaux et d'une incidence plus forte et mieux coordonnée aux plans international, régional et national.

**Initiative continentale sur l'eau et l'agriculture**

Cette initiative, lancée avec des partenaires comme la CEPAL, la Banque Mondiale, la BID, le CAF et l'Institut Daugherty de l'eau et de l'alimentation de l'Université du Nebraska, vise à consolider les capacités et à promouvoir des partenariats stratégiques public-privé dans les pays membres pour améliorer la gestion intégrée et efficace de l'eau pour l'agriculture, pour soutenir les ministères de l'Agriculture et leurs principaux organes de direction.

Au Suriname, un financement de la BID a permis de renforcer les capacités de 200 responsables de politiques, enseignants et étudiants en gestion des ressources hydriques. Au Brésil, l'*Estudo hidrogeológico do Sistema Aquífero Marizal São Sebastião*, qui souligne l'importance des eaux souterraines dans le pays, a été publié avec l'entreprise de Bahia de l'eau et de l'assainissement.

Il existe maintenant une meilleure coordination entre les membres (acteurs publics, privés, de la société civile, de la coopération internationale et de l'université) de la

communauté de pratique extérieure pour la mise en œuvre des composantes agricoles des CDN. C'est dans ce contexte qu'avec l'aide de l'UNOSSC ont eu lieu des échanges virtuels sur des thèmes comme l'élaboration de stratégies pour la mise en œuvre de pratiques et la participation sur le terrain, le financement pour le climat et la transparence de la surveillance et l'évaluation de l'adaptation.

Les activités de formation menées dans les pays de la CARICOM ont permis de développer des lignes directrices et des mécanismes pour que soient impliqués efficacement les acteurs agricoles, en fondant les décisions sur des faits, pour donner au secteur la priorité en tant que partie de la solution climatique. On a également élaboré des plans d'action pour améliorer le suivi, la présentation de rapports, la vérification et l'enregistrement des émissions de GES de l'agriculture, et pour renforcer les capacités des techniciens et des décideurs à encourager, concevoir et mettre en œuvre des interventions en vue de transformer le secteur vers une plus grande résilience face au climat.

Un exemple concret est celui de l'amélioration des capacités de 53 acteurs du secteur agricole de Saint-Vincent-et-les-Grenadines pour élaborer des stratégies intégrées de gestion de l'eau et des sols, en vue de développer la résilience face aux impacts environnementaux négatifs, par le biais d'un programme de formation exécuté dans le cadre du Forum agricole de résilience face au climat des Caraïbes.

Au cours de la réunion ordinaire du Conseil, les ministres de l'Agriculture des Amériques ont donné mandat à l'Institut de poursuivre les efforts pour augmenter l'accès du secteur agricole à différents types de financement pour le climat, comme ceux à caractère privé, les marchés volontaires du carbone, les fonds verts et les garanties, qui supposent le renforcement des capacités et le développement de cadres institutionnels de haute intégrité, transparence et inclusivité. Le Programme a progressé avec plusieurs facettes.

Pour le secteur de l'élevage, deux sessions de travail ont été organisées avec différents acteurs de la chaîne, des producteurs, des représentants du secteur privé et des techniciens des ministères, afin d'identifier et de mettre au point des pratiques exemplaires pour progresser en matière de suivi et d'évaluation des activités du secteur pour l'action climatique dans les pays, en reconnaissant leur importance pour la réduction des émissions de méthane. Il s'agit également de faire en sorte que la production et la commercialisation des produits se fassent avec moins d'émissions.

Une note de synthèse a été remise au FVC, correspondant à 25 millions de dollars américains pour l'exécution du projet intitulé "GANA-Mexique : élevage durable, à faibles émissions et aux marchés verts au Mexique/Fonds vert pour le climat", dont l'objectif est de transformer la production de bétail dans 10 états du pays pour des systèmes plus résilients face au climat, durables et faibles en émissions, qui progresse en partenariat avec les Fonds spéciaux créés en lien avec l'agriculture, le ministère des Finances et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural de ce pays. Grâce à l'innovation, à l'assistance technique et à un système de suivi, de rapports et de

vérification, les éleveurs pourront mettre en œuvre des pratiques durables et accéder à des mesures incitatives de marché. Une action semblable a été menée en El Salvador, avec le soutien financier de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et du Programme régional de changement climatique et de durabilité environnementale pour l'Amérique Latine (EUROCLIMA), afin de créer une action d'atténuation nationalement appropriée visant à réduire les émissions de GES et à améliorer l'adaptation aux changements climatiques des fermes d'élevage.

L'IICA, dans ce même secteur, est devenu une référence pour la définition d'indicateurs de durabilité en Uruguay, avec la présentation finale du projet *Hub* régional d'élevage durable. Il a également participé à des initiatives comme la *Mesa* uruguayenne de la viande durable et la Stratégie nationale pour le développement agricole pastoral, dans le but de consolider la durabilité des systèmes d'élevage du pays.

### **Le projet AbE<sup>4</sup> de la Caraïbe : la santé des écosystèmes**

Ce projet a recueilli la participation communautaire et l'utilisation de solutions fondées sur la nature afin de réduire les causes de la dégradation des terres hautes et de conserver les écosystèmes et leurs services, ainsi que de sensibiliser aux risques climatiques et fournir des moyens de subsistance naturels. Plus de 100 bénéficiaires du projet utilisent le vétiver pour créer un nouveau marché, éviter l'érosion par l'eau dans les fermes et résoudre des problèmes marins et côtiers.

Concernant la culture du riz, nous avons contribué au développement de stratégies de promotion des échanges de pratiques pour arriver à une plus grande résilience et réduire les émissions dans les pays de l'ALC, grâce aux échanges d'enseignements tirés et d'expériences vécues dans les processus de coopération Sud-Sud, et grâce aussi à la formulation de projets sur le terrain dans les plans nationaux et multipays, au moyen de séminaires en ligne et de consultations pour formuler des politiques publiques visant à promouvoir une culture du riz plus durable. C'est ainsi qu'a été présentée au Centre mondial du méthane une proposition de financement pour mener des actions au Brésil, au Chili, en Équateur et en Uruguay.

### **Application du Système intensif de culture du riz (SICA) au Chili et au Panama**

Au Chili, à Quilamapu, a été mis en œuvre, avec la collaboration de l'Institut des recherches agricoles, le premier système d'arrosage au goutte à goutte pour la culture du riz ; c'est une innovation fondée sur le SICA. Au Panama, plus de 100 producteurs de riz de secano ont réduit de 30% les coûts de production, ont généré des revenus d'environ 40 centimes par balboa investi et ont diminué leurs émissions de GES autour d'environ une tonne équivalent carbone par hectare.

---

<sup>4</sup> Financé par le Fonds pour l'adaptation fondée sur les écosystèmes (AbE) du Fonds pour la biodiversité de la Caraïbe, avec le soutien du gouvernement allemand, au moyen de la Banque allemande de développement, avec des ressources de l'Initiative internationale pour le climat du ministère fédéral de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire de ce pays.

Pour faciliter l'accès à différents types de financement pour le climat, des formations et des séminaires en ligne ont été organisés pour informer sur les opportunités, les initiatives et les mécanismes disponibles autour des marchés volontaires du carbone, ainsi que sur les défis à relever pour que des techniciens, des producteurs et le secteur privé comprennent le potentiel du secteur agricole dans les pays de la région.

Afin d'agir au mieux et de toucher les plus hautes autorités des ministères et les décideurs, deux publications techniques ont été élaborées avec la VCMi et Climate Focus : 1) [\*Oportunidades para el sector agropecuario y el carbono azul en América Latina y el Caribe en los mercados voluntarios de carbono\*](#) et 2) [\*Carbon market opportunities in livestock production, and cocoa and coffee agroforestry systems: an analysis of opportunities in Latin America and the Caribbean\*](#).

### **c. L'action sur le terrain**

Dans le domaine de l'action pour le climat dans les Caraïbes, des séances de formation ont été organisées pour améliorer les connaissances et les capacités des techniciens de vulgarisation et appuyer ainsi les producteurs en matière d'application de mesures et de pratiques en vue d'augmenter l'intelligence face au climat et la résilience de leurs exploitations agricoles. Des changements de comportements ont pu être remarqués vers une meilleure utilisation des sols et de l'eau ainsi que l'adoption de technologies et de pratiques intelligentes face au climat, fondées sur la nature, et des solutions d'ingénierie verte visant à améliorer la santé des sols et à augmenter la résilience des exploitations devant les risques climatiques et autres crises.

#### **Les bofedales de Bolivie**

Le Programme *Bofedal es Vida*, a permis de monter deux projets financés par l'AECID et EUROCLIMA qui encouragent la gestion durable et la conservation des zones humides en altitude, très importantes pour plusieurs communautés boliviennes en raison de leur fragilité et de leur rôle crucial dans la production de camélidés. C'est dans ce contexte qu'ont été réalisés l'estimation des surfaces, le tracé des cartes, les diagnostics participatifs et la mise au point de plans de gestion intelligents du point de vue climatique, dans huit communes. Plus de 100 techniciens et 253 producteurs (108 femmes et 145 hommes) ont reçu une formation sur ce type de gestion.

Au Belize, une proposition a été faite par plusieurs communautés en matière de résilience et de création de formes alternatives de moyens de subsistance, approuvée par le Fonds d'adaptation, et une note de synthèse sur les gardiens des forêts a été envoyée pour examen au FVC.

Dans le cadre du Forum de l'agriculture adaptée au climat des Caraïbes (CCRAF), quatre séminaires en ligne, deux cours de renforcement des capacités, plusieurs publications techniques relatives aux plans d'adaptation, l'élaboration d'inventaires des émissions

et l'application de technologies d'adaptation ont permis de créer des partenariats avec Helen's Daughters et le projet WHYFARM, en vue de former des enfants dans les écoles grâce à l'outil AGRIMAN AGVENTURES. Ce travail s'est attaché à fournir une expérience éducative unique et attrayante pour les enfants et les adolescents, en faisant la promotion de la conscience agricole, de la durabilité et de l'importance de l'agriculture pour les générations futures.

En outre, le programme/cours de formation de huit semaines de Drone4Agriculture, a permis de développer les connaissances et les capacités de techniciens des ministères de l'Agriculture sur l'utilisation des drones dans l'agriculture pour chaque pays.

### **Agriculture durable dans l'Amazonie équatorienne**

Le programme PROAmazonía a bénéficié à 3 549 familles, souvent dirigées par des femmes, ce qui a permis de consolider leurs systèmes de production du café et du cacao sans déboiser, et d'augmenter leur productivité et leur prix de vente. Plus de 1 200 familles ont également reçu un soutien, par le biais du projet "Développement productif des provinces amazoniennes, au moyen d'innovations agricoles et de commercialisation différenciée", sous forme d'équipements, d'infrastructures productives et de systèmes d'innovation, ce qui a permis d'élever leurs normes de qualité et leur compétitivité sur les marchés national et régional.

Avec l'Institut de recherche environnementale de l'Amazonie du Brésil, un document de référence a été élaboré sur la bioéconomie et la sociobiodiversité, axes intégrateurs des pays amazoniens, afin de fournir les moyens techniques pour les conférences nationales et internationales. Nous participons aussi aux dialogues amazoniens où se met au point un programme avec les gouverneurs et le Consortium de l'Amazonie Légale. En Colombie, le plan sur l'Amazonie dans la stratégie territoriale colombienne et le projet d'aménagement du territoire de cette région a été mis au point avec l'Université nationale.

L'Institut a réalisé une évaluation rapide de la santé des sols en Jamaïque pour renseigner les décisions sur la productivité décroissante du cacao et du café dans plusieurs zones agroécologiques. Ce projet, financé par le CCI, a bénéficié de l'assistance technique de l'Autorité de réglementation des produits agricoles de Jamaïque et de l'Autorité de développement agricole rural.

En collaboration avec le CCRAF et le projet UNOSSC des séminaires en ligne ont été organisés pour renforcer les capacités des producteurs locaux dans les pays des Caraïbes sur les applications agricoles spécifiques à la région, pour aider les agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques et former et sensibiliser les enfants, les jeunes et les femmes aux opportunités de l'agriculture ; tout comme l'action pour le climat et la durabilité, les drones et les technologies et les stratégies sont conseillés aux apiculteurs pour l'adaptation aux changements climatiques.

Le CCRAF, comme mécanisme de communication et de diffusion, a élaboré un répertoire de tous ses produits techniques sur la plateforme d'Agriperfiles: [CCRAF Repository](#).

En Antigua-et-Barbuda, avec l'aide du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), des partenariats ont été créés avec des organisations religieuses et scolaires pour mettre en œuvre des systèmes d'hydroponie et réhabiliter la production d'ananas, grâce à des technologies favorables à l'environnement, et, avec BarbudanGo, une pépinière de mangroves a été installée.

Des études de pré faisabilité ont été réalisées dans le cadre du projet régional Développement de capacités par l'utilisation d'énergies renouvelables et par l'efficacité énergétique dans les communautés rurales de Bolivie, Colombie, Costa Rica et Guatemala, financé par l'AECID ; et des ensembles technologiques d'énergies propres à usage productif ont été installés dans cinq communautés boliviennes rurales des régions de Pucarani, Viacha (La Paz), Tomave et San Pedro de Macha (Potosí), pour aider 104 producteurs (41 femmes et 63 hommes). En Colombie, 250 producteurs du département de Cauca ont bénéficié de projets d'énergie renouvelable qui augmentent leurs possibilités de production.

Avec le Programme d'innovation et de bioéconomie, les résultats du Projet Terraviva sur la transformation et l'utilisation de la pulpe et du mucilage du café en Colombie ont été validés, ce qui en a permis une utilisation efficace et productive ainsi que la diminution des coûts de commercialisation du café. Et la participation des femmes et des jeunes a pu être appréciée dans des activités productives reconnues économiquement, ce qui a accru les revenus des foyers.

## **Santé agricole, sécurité sanitaire et qualité agroalimentaire**

Le Programme continental de santé agricole, sécurité sanitaire et qualité agroalimentaire a pour objectif de renforcer les capacités techniques et industrielles en la matière, d'harmoniser, d'actualiser et de mettre en œuvre des normes et de développer des capacités pour adopter de bonnes pratiques.

Conformément à ce qui précède, plus de 12 500 personnes ont été formées en santé animale, santé des végétaux, sécurité sanitaire des aliments et MSF, grâce à 85 événements techniques présentiels/hybrides et à plus de 130 événements techniques virtuels. Les techniciens spécialistes du Programme ont exposé 40 présentations techniques dans des symposiums, des réunions et ateliers internationaux.

La plateforme virtuelle et le programme de formation 2023 incluaient :

- Un cours virtuel de l'Institut des normes cliniques et de laboratoire, qui a formé 50 participants de 12 pays ;

- Le cours intitulé Bonnes pratiques d'élevage dans le secteur laitier, suivi par 205 participants de 10 pays ;
- Une plateforme virtuelle sur la sécurité sanitaire des aliments, appelée Production et sécurité sanitaire (<https://pci.iica.int/>), dont le lancement virtuel avait compté plus de 650 connexions de 20 pays et qui inclut plus de 2 000 utilisateurs enregistrés ; et
- Le cours électronique de formation sur l'audit de BPA, auquel ont participé plus de 200 personnes.

Le premier événement continental sur l'approche "Une seule santé" a été organisé à l'IICA, avec des participants des domaines de santé animale, santé des végétaux, santé publique et environnementale, dans un même espace présentiel et virtuel. Son objectif était de promouvoir des actions intersectorielles et ses résultats ont été utilisés dans l'approche "Une seule santé" pour l'Alliance continentale. Soixante-dix personnes y ont assisté personnellement, 189 se sont connectées sur la plateforme Zoom et 200 y ont participé sur les réseaux sociaux de l'Institut .

De plus, 20 réunions ont eu lieu sur les normes internationales avec 1 650 participants, au cours desquelles un consensus a été dégagé pour améliorer le commerce dans les pays des Amériques. Trois sessions (deux virtuelles et une présenteielle) ont été coordonnées par l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), et ont réuni 205 personnes ; trois sessions virtuelles sur les MSF, avec la participation de 300 personnes ; trois colloques virtuels du Codex Alimentarius pour le secteur privé, auxquels ont participé 190 personnes ; un cours de formation de consensus, pour les fonctionnaires du Codex, avec la participation de 40 personnes ; huit colloques interrégionaux virtuels du Comité du Codex entre les États-Unis, l'ALC et l'Afrique, avec près de 800 participants de 30 pays ; et deux ateliers relatifs à la Convention internationale de protection phytosanitaire : un pour la Caraïbe qui a réuni 20 experts en santé des végétaux de 14 pays des Caraïbes et l'autre pour l'Amérique Latine, avec 95 experts en santé des végétaux de 17 pays et six organisations régionales et internationales .

C'est grâce aux trois principaux mécanismes régionaux d'intégration suivants : le Groupe interaméricain de coordination en santé des végétaux (GICSV), le Comité de santé des végétaux (COSAVE) et le Comité vétérinaire permanent du Cône Sud (CVP), qu'a été réalisée 90% de la gestion technique de plusieurs activités pertinentes. En tant que Secrétariat du GICSV, l'IICA a géré les activités de : cinq organisations régionales regroupant 33 pays, un comité coordinateur, sept groupes de travail, 29 réunions, sept produits techniques et cinq séminaires en ligne avec plus de 400 participants. Le COSAVE a géré les activités de : sept pays, un programme annuel de coopération, trois événements virtuels avec plus de 700 participants, un événement hybride avec plus de 200 participants et un événement sur place avec 60 personnes. C'est avec le CVP qu'a été gérée la coordination de la réunion du vingtième anniversaire de ce comité, qui a réuni plus de 300 personnes.

### **Renforcement des institutions sanitaires argentines**

L'Institut a dirigé des initiatives innovantes pour améliorer la mise en œuvre de politiques publiques de santé et qualité alimentaires dans le cadre du projet "Senasa Siglo XXI", qui offre des solutions de modernisation et des stratégies concertées pour relever les défis actuels ; et le Programme argentin de renforcement des services de santé agricole et de gestion durable des ressources maritimes, qui a renforcé les capacités du SENASA avec de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle (IA) et consolidé son infrastructure dans des régions stratégiques, ce qui a amélioré sa capacité de réponse devant les urgences sanitaires.

Au plan national, le Centre d'excellence régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes en sciences des pesticides a été inauguré en Colombie, et l'IICA, avec l'USDA, la Fondation des utilisations mineures (FUM), le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) et l'Université nationale de Colombie, a organisé la première activité de formation en études sur l'ampleur des résidus de pesticides chimiques et sur les tests d'efficacité des pesticides biologiques, à laquelle 82 professionnels ont participé.

Le projet "Amélioration de la formation et des échanges de connaissances pour appuyer la gestion des niveaux de cadmium (Cd) du cacao en Amérique Latine et dans les Caraïbes", financé par le STDF et le 11ème Fonds européen de développement, avec les agences nationales en Colombie, Équateur, Pérou et Trinité-et-Tobago, a permis de formuler neuf recommandations pour atténuer les niveaux de cet élément dans la chaîne de valeur du cacao à incorporer dans les plans nationaux du secteur du cacao, et d'analyser les causes fondamentales de cette contamination à des endroits critiques, afin de fournir des solutions spécifiques pour chaque lieu et chaque pays. En outre, trois pays ont terminé les tests d'aptitude pour la normalisation des laboratoires, afin de détecter le cadmium dans les sols et les tissus, alors qu'un quart des pays participe à ces tests.

En Colombie, en Équateur et au Pérou, une coopération a été offerte pour renforcer les capacités en matière de simulation de cabinet et trois simulations ajustées aux besoins de chaque pays ont été réalisées pour réagir à l'apparition du *Fusarium* R4T. Au Mexique, pour protéger les statuts phyto et zoosanitaires, les programmes de lutte contre les ravageurs et les maladies se sont poursuivis avec le Service national de santé, de sécurité sanitaire et de qualité alimentaire, ainsi que la coordination des inspections et diagnostics qui évitent l'entrée de plus de 1 000 ravageurs et de 56 maladies exotiques.

### **La PPA : le cas de la République Dominicaine**

Des ressources de l'USDA ont permis d'offrir une coopération technique et administrative afin de renforcer les capacités du ministère de l'Agriculture en matière de gestion stratégique et opérationnelle de la PPA, y compris la lutte contre la maladie et l'endiguement de sa propagation. En outre, en coordination avec le Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS), plus de 200 producteurs, affectés par la maladie, ont reçu une compensation en vue de prendre en charge les incidences et les indemnités par le biais de la Banque agricole de la République Dominicaine.

Concernant les ravageurs et les maladies liés à l'agroalimentaire, l'Institut a centré ses efforts, avec des partenaires publics et privés, des universités et des bailleurs de fonds, sur : 1) l'amélioration de la population et de la santé des abeilles affectées par le *Varroa* en Antigua-et-Barbuda ; 2) la gestion et le contrôle transfrontière de la grippe aviaire, du *Fusarium* R4T, de la lucilie bouchère et de l'escargot géant au Nicaragua ; 3) l'importation de 1 000 plants *in vitro* de bananiers de la variété Cavendish Formosana, tolérante au R4T et son acclimatation aux conditions de Saint-Christophe-et-Niévès ; 4) la surveillance et le diagnostic des maladies du bétail (par exemple, des souches de salmonelles), grâce à la formation de plus de 200 acteurs des zones rurales de Trinité-et-Tobago, en collaboration avec l'OMSA, l'Université de l'État de Washington et le gouvernement ; 5) la vaccination contre la peste porcine classique dans 102 communes d'Alagoas, au Brésil<sup>5</sup> ; 6) l'échange des connaissances entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili sur la technique de libération de l'adulte froid de la mouche du fruit ; et 7) le développement, avec l'Agence chilienne pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, d'une proposition méthodologique pour estimer les coûts sociaux et économiques des maladies transmises par les aliments au Chili.

### **Prévention de l'entrée du *Fusarium oxysporum* f. sp. cubense R4T**

Les connaissances sur la biosécurité de 1 800 producteurs de musacées de Colombie, d'Équateur et du Pérou ont été approfondies en vue de contrôler et d'éviter l'entrée de ce champignon. Cette formation, par les écoles sur le terrain, fait partie de la coopération entre la GIZ et l'IICA.

L'Institut a complété un total de 20 initiatives avec des fonds extérieurs sur la sécurité sanitaire, le commerce, les produits frais, les pesticides, la PPA et les MSF. Concrètement le programme a entretenu les 14 initiatives et en a créé six nouvelles pour une valeur de 10,3 millions de dollars américains, en matière de PPA, de limites maximales de résidus, de Mobile App RAM, de sécurité alimentaire, de MSF, d'harmonisation des processus de santé sanitaire en Amérique Latine et du STDF. Ces efforts ont été réalisés avec au moins neuf partenaires stratégiques : l'USDA, l'Administration des aliments et

---

<sup>5</sup> En partenariat avec l'Association brésilienne des éleveurs de porcs et l'Association brésilienne des protéines animales, avec la coordination du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et l'Agence de défense et d'inspection agricole d'Alagoas.

du médicament et le Bureau du CODEX aux États-Unis, le STDF, l'UE, la FUM, l'OMSA<sup>6</sup>, le Programme sur l'impact mondial des maladies animales (GBAD)<sup>7</sup> et le Conseil des exportateurs de produits laitiers des États-Unis.

### **Partenariats pour la santé des animaux**

Avec les pays d'Amérique du Sud et en collaboration avec le CVP, l'IICA a coopéré techniquement face à l'apparition de la grippe aviaire hautement pathogène. Puis, en coordination avec l'USDA, de nombreuses réunions régionales ont été organisées ainsi que des activités de renforcement des capacités afin d'offrir une aide technique aux pays et l'IICA a également participé à des réunions de l'OMSA, de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et du Programme mondial des maladies animales transfrontalières.

Dans le cadre des réunions stratégiques sur les normes de l'OMSA, un dialogue a eu lieu avec les délégués des pays des Amériques autour d'une proposition du Centre collaborateur pour l'économie de la santé animale (CCESA), qui a été adoptée lors de la session générale de l'Assemblée des délégués, en mai à Paris.

En coordination avec l'Université de Liverpool, le leader technique du GBAD et le directeur du CCESA pour les Amériques ont organisé une conférence technique sur le GBAD et sur le potentiel des Amériques dans le contexte du séminaire technique sur les 20 années de fonctionnement du CVP à Santa Cruz, en Bolivie.

Dans un effort d'intégration interprogrammes, des actions de coopération avec l'ALA, l'ALADI, l'APHIS de l'USDA, l'OPS, la FECALAC et la SECAC ont été concrétisées.

### **Numérisation agroalimentaire**

Le Programme continental de numérisation agroalimentaire a pour objectifs de favoriser la transformation numérique, la construction institutionnelle, et l'élaboration d'initiatives de politique, le développement de capacités et le soutien à la mise en œuvre d'expériences fructueuses de numérisation.

Dans cette même voie, en raison de ses connaissances et de ses liens, l'IICA est devenu un nœud clé au service d'un ensemble d'acteurs publics et privés en matière de numérisation. En particulier, au plan continental, la Semaine de l'agriculture numérique s'est consolidée comme un événement de référence, avec la participation de sept partenaires stratégiques publics et privés, plus de 50 participants de différents pays (décideurs en matière de politiques et représentants d'agtecs, entreprises, instituts de

---

6 Trois réunions stratégiques avec plusieurs délégués du continent ont permis de créer dix positions communes sur des questions pertinentes pour les Amériques, dans le cadre de la mise au point des codes de l'OMSA.

7 Au Comité exécutif auquel l'Institut participe.

recherche et organisations de producteurs) et plus de 1 000 personnes qui ont suivi l'événement sur les réseaux sociaux.

### **Le Centre de recherche et de production en milieu contrôlé du Panama**

L'Institut a collaboré à la mise au point et à la gestion de ce nouveau centre, qui a exigé de trouver des terrains et de planifier les stratégies stratégiques. Nous avons aidé à l'élaboration d'un projet de prêt pour 19 millions de dollars américains pour 2024. Nous avons en outre reçu l'approbation du Laboratoire national de la station spatiale internationale et du Centre pour les progrès de la science dans l'espace de l'administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des États-Unis pour faire des recherches sur les variétés résistantes au *Fusarium* RT4.

Avec l'aide d'experts reconnus à l'international, une activité technique de haut niveau a été menée sur l'IA appliquée à l'agriculture, dont ont bénéficié plus de 1 000 personnes de différentes organisations et pays du continent. L'IICA a produit des informations diagnostiques et des recommandations pour favoriser le développement et l'utilisation de solutions numériques dans les pays, sur la base de plusieurs études faites sur le développement d'agtecs dans la région andine, la cartographie de politiques pour la numérisation et l'utilisation de technologies numériques pour gérer les sécheresses).

### **Le laboratoire de fabrication numérique (Fab-Lab) de l'Institut**

Dans le cadre du Fab-Lab, 12 événements ont eu lieu au Costa Rica avec l'Association du développement intégral de San Rafael de Heredia, l'Association du commerce Justo Bosque, la Municipalité de Pérez Zeledón, le Refuge Lapa Verde, l'Association Edunámica, l'Association Centre de droit environnemental et des ressources naturelles, les aqueducs du Valle Central, la Promotrice du commerce, l'Institut national des femmes chefs d'entreprises de la région Centre, le Parc marin de Puntarenas, NASA Servir, l'initiative Finances pour la biodiversité (BIOFIN) du PNUD et deux éditions de "Chicas a Volar". On note aussi le Rallie féminin avec la BIOFIN, à la dernière édition duquel ont participé 22 femmes des territoires autochtones.

Au plan régional, une assistance a été offerte pour organiser une session sur l'agriculture numérique lors de la Semaine de l'agriculture des Caraïbes, par le biais de la présentation du Programme et de la gestion de la participation de certains exposants.

Grâce au soutien apporté par le Programme au groupe créé par le PROCISUR, le débat a été enrichi entre les instituts nationaux de recherche agricole sur leurs actions potentielles devant le nouveau scénario numérique.

Dans le cadre des échanges d'expériences, on a consolidé le réseau d'agtecs de l'IICA, auquel participent 30 agtecs leaders de 16 pays, ce qui a amélioré les liens, le contact direct<sup>8</sup> et la collaboration entre entreprises de différentes nations.

La première version du répertoire interactif des agtecs a été élaborée, avec plus de 200 agtecs cartographiées et caractérisées, qui permettra bientôt aux fonctionnaires de l'Institut et à ses partenaires et mandants de disposer d'un lieu de référence pour explorer les possibles solutions.

### **L'expérience avec les applications à Trinité-et-Tobago**

L'IICA a fourni une formation sur les applications numériques comme FarmVue et AgriFindr et des outils de cartographie géospatiale pour améliorer la prise de décision et le registre des données sur l'érosion des sols côtiers, pour aider 64 techniciens officiels et de terrain du ministère de l'Agriculture, des Terres et de la Pêche, de la Corporation nationale de commercialisation et de développement agricoles et du Centre de recherche sur le cacao.

Au Costa Rica, la plateforme Agrihub de l'Institut dispose d'un nœud de formation qui comprend des cours sur l'élaboration des plans d'affaires liés à la bioéconomie et sur la photogrammétrie avec des drones pour dessiner des plans de fermes. Et, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, un cours hybride a été validé, grâce auquel 30 fonctionnaires sont maintenant capables de tirer parti au mieux des équipements dont ils disposent. Une plateforme d'enchères a été aussi créée pour les produits agricoles sur les marchés en gros, afin de rendre les échanges commerciaux plus transparents.

Des efforts ont été déployés pour terminer une étude sur la transformation numérique dans l'agriculture, qui a permis d'organiser des séminaires virtuels avec la participation de 204 personnes et une stratégie a été mise au point pour consolider la numérisation agricole au Venezuela.

Enfin, des actions ont été coordonnées pour augmenter les capacités internes de l'IICA en matière de numérisation, grâce à la mise au point d'une communauté de pratique, à laquelle a participé une trentaine de fonctionnaires de plus de 20 unités.

---

<sup>8</sup> Un groupe WhatsApp a été créé avec les agtecs, qui témoigne d'une activité permanente en matière de coordination des actions.

## Équité de genre et jeunesse

Dans le cadre de l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable, le Programme continental d'Équité de genre et de la jeunesse a organisé le Forum permanent des femmes ministres, vice-ministres et hauts fonctionnaires des Amériques, dont l'objectif est de favoriser l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes rurales dans les Amériques grâce à des espaces d'échanges qui facilitent le dialogue, la collaboration et la formulation de politiques, afin de hiérarchiser et renforcer leur rôle dans les systèmes agroalimentaires de la région.

À la quatrième édition de ce forum se sont présentés 26 intervenants qui ont débattu de la voie vers l'économie des soins à partir des systèmes agroalimentaires dans les Amériques et rappelé les initiatives publiques et privées élaborées, en cours ou dont la portée doit encore être élargie afin de créer le dialogue avec des entités financières, et de reconnaître l'importance des systèmes de soin dans le renforcement des systèmes agroalimentaires des Amériques. Pendant ce dialogue, on a décrit non seulement les actions collectives pour appuyer la diminution des surcharges des femmes rurales dans les activités de soin, l'officialisation de ce travail et la garantie d'envisager cette intersectionnalité pour les initiatives publiques et privées et de pouvoir compter sur un soutien financier nécessaire, mais aussi les actions qui orienteront les efforts de l'Institut en 2024.

L'IICA a donné le premier cours du Programme de formation pour les femmes rurales, intitulé Introduction à l'entrepreneuriat pour les femmes rurales, qui a permis de former 56 femmes des régions andine et centrale, ainsi que du Mexique et de République Dominicaine. Une prise en charge personnalisée a été portée aux participantes pour les orienter dans leurs doutes et les soutenir dans leur autonomisation, ce qui a eu des retombées directes sur leurs communautés et a contribué à la mise en œuvre du mandat des États membres sur la réduction des écarts grâce au renforcement des capacités.

Il convient également de mentionner le cours sur les changements climatiques et la récupération verte, destiné à 70 femmes rurales et organisé en collaboration avec la direction générale uruguayenne du développement rural, qui a été qualifié d'excellent.

Par ailleurs, la coopération de l'Institut s'est consolidée grâce à des partenariats stratégiques, notamment avec la Commission interaméricaine des femmes (CIM), avec laquelle un accord général de coopération technique a été signé lors du IVème Forum des femmes ministres. Il s'agit d'un effort visant à consolider l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable, en faveur de la Déclaration de la décennie des droits des femmes, des adolescentes et des jeunes filles en milieu rural. Dans le cadre de cette dynamique, l'IICA a rejoint la Table ronde de dialogue des femmes rurales, dirigée par la CIM, dans le but d'élaborer un programme commun de mise en œuvre des actions visant à atteindre les objectifs fixés.

Dans le domaine de la réduction des écarts, une nouvelle alliance stratégique a été établie avec le Rotary International Distrito 4240, visant à réduire ces disparités. Ce partenariat permettra d’offrir une formation en face-à-face aux femmes rurales cheffes d’entreprise dans les régions andine et centrale. Enfin, un accord de collaboration institutionnelle a été signé entre l’Institut et la CEPAL, qui prévoit le travail de sa Division du genre dans les actions communes, y compris des publications, des forums pour les femmes ministres et le séminaire sur les indicateurs du genre, organisé annuellement par la CEPAL.

### **Jeunes leaders du Honduras**

L’IICA a créé l’École des leaders agricoles à Danlí pour former des jeunes à l’agriculture numérique et au leadership. Concernant les initiatives communautaires, la campagne de reboisement “Semer un arbre, c’est semer la vie”, a été menée dans la municipalité d’Alauca en collaboration avec diverses entités et avec la participation active de la communauté.

L’Institut a souligné le rôle central des jeunes dans le développement des systèmes agroalimentaires. Un exemple en est le travail réalisé avec des partenaires stratégiques tels que le Réseau mondial des jeunes professionnels du développement agricole (YPARD), le NextGen Ag Impact Network (NGIN), I4Nature, 4H, le Young Americas Business Trust (YABT), la FAO et ONU Femmes.

En particulier :

- En Colombie, avec YPARD, un soutien a été apporté à la Rencontre latinoaméricaine des jeunes pour le développement rural, qui s’est tenue à Palmira, et avec la FAO, la GIZ, l’UE, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et la Corporation colombienne de recherche agricole, l’IICA a participé activement à l’organisation de l’événement international et a présenté un exposé lors d’une conférence sur les jeunes et la numérisation.
- En collaboration avec la coalition NGIN, dont l’Institut fait partie du conseil d’administration, l’IICA a mis au point la méthodologie de sélection des jeunes ambassadeurs, principaux piliers de la coalition. En outre, l’Institut a contribué à la stratégie de communication du NGIN en produisant des articles mettant en lumière le travail des jeunes dans l’agriculture des Amériques, et a participé au Forum mondial de l’alimentation, organisé par la FAO pour rapprocher les jeunes des décideurs.
- I4Nature a contribué à la commémoration de la Journée internationale du lait lors de l’événement sur la jeunesse dans le secteur laitier : “Chaîne de valeur durable”, au cours duquel les jeunes professionnels du secteur laitier ont joué un rôle de premier plan.
- Avec le YABT nous avons participé à des forums de haut niveau, tels que le Symposium international sur l’entrepreneuriat et l’innovation des jeunes, qui s’est tenu à San Miguel de Allende, au Mexique ; le Laboratoire de politique du Sommet pour la démocratie 2023, qui s’est tenu au Costa Rica ;

et l'événement virtuel TIC Américas, qui vise à sensibiliser au rôle clé des jeunes ruraux dans les systèmes agroalimentaires.

- Au Guyana, le partenariat avec la section nationale de WeLead Caribbean, par le biais du Programme Dream Builder de l'Académie des femmes entrepreneures, a permis d'offrir une formation intensive en développement d'entreprise à 80 participantes de différentes régions. À l'école d'agriculture du Guyana, l'égalité des sexes a été intégrée dans le programme d'études.
- À Antigua-et-Barbuda, une formation de sensibilisation à l'égalité des sexes a été dispensée aux prestataires de services agroalimentaires. En outre, plus de 25 femmes et jeunes ont amélioré leurs compétences en matière de transformation des produits agricoles pour le marché local.
- Au Suriname, en collaboration avec BID-Lab, des solutions ont été conçues pour accroître la résilience aux impacts des changements climatiques sur la production des groupes de femmes dans la région de Kapisikele.
- Aux États-Unis, des associations de femmes du monde entier se sont réunies à New York lors de la 67<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition juridique et sociale de la femme, pour mettre l'accent sur les disparités entre les sexes auxquelles sont confrontées les femmes et les filles de zones rurales dans les Amériques.

En outre, des initiatives ont été lancées pour sensibiliser l'IICA et ses homologues aux questions relatives à l'égalité des sexes et à la jeunesse, notamment la célébration de la Journée internationale de la femme (8 mars), la Journée internationale de la jeunesse (12 août) et la Journée internationale des femmes rurales (15 octobre). Par cette approche, qui a contribué à promouvoir une plus grande sensibilisation à ces questions, l'Institut a démontré son engagement en faveur de l'égalité et de l'inclusion, dans un effort entrepris avec les autres programmes d'action continentaux, les représentations et les unités du siège, telles que la Gestion du talent humain. De même, en 2023, un réseau professionnel sur la jeunesse a été consolidé, dans lequel les expériences sont partagées et les bonnes pratiques sont identifiées pour développer des projets, dont l'objectif principal est de contribuer à la réduction des écarts qui affectent la jeunesse rurale dans les Amériques.

Enfin, des questions clés comme l'économie des soins, promue lors du VI<sup>ème</sup> Forum des femmes ministres, ont été abordées par le biais de 53 cadres politiques, six ressources et un événement systématisé dans l'OPSAa.

## Relations institutionnelles et gestion de projets

L'IICA a élargi son processus de responsabilisation grâce à la préparation coordonnée de trois rapports annuels d'entreprise : a) Fonds vert pour le climat 2022 - Évaluation annuelle de l'institution, b) Engagement des organisations internationales à l'égard de l'Accord de Lima dans le cadre de l'Organisation des États américains, et c) Principes et pratiques de surveillance et de gestion pour les organisations internationales du ministère de l'Agriculture des États-Unis. Ces rapports ont démontré la capacité de l'Institut à rendre des comptes et à respecter ses engagements en matière de gestion efficace des ressources financières et des obligations découlant des accords internationaux. Cela a permis à l'IICA de se positionner comme un partenaire fiable pour le développement agricole et rural dans les Amériques et dans le monde, ce qui non seulement facilite l'accès de l'Institut à des ressources financières supplémentaires qui contribuent à préserver sa viabilité financière, mais lui permet également d'élargir les négociations avec des partenaires internationaux.

### **La coopération canadienne et l'agriculture en ALC**

L'IICA a officialisé un nouveau projet avec Global Affairs Canada (GAC), d'une valeur de 5 millions de dollars canadiens, pour utiliser des données satellitaires et des technologies de télédétection afin d'améliorer la gestion durable du bétail au Guatemala et au Mexique, avec l'appui technique de l'Argentine. Des visions innovantes sur la sécurité alimentaire, les changements climatiques, la sécurité sanitaire des aliments et l'agrotourisme ont été promues par le biais de multiples conférences et séminaires internationaux, ainsi que par des stages à l'Université McGill et à l'Université d'Ottawa.

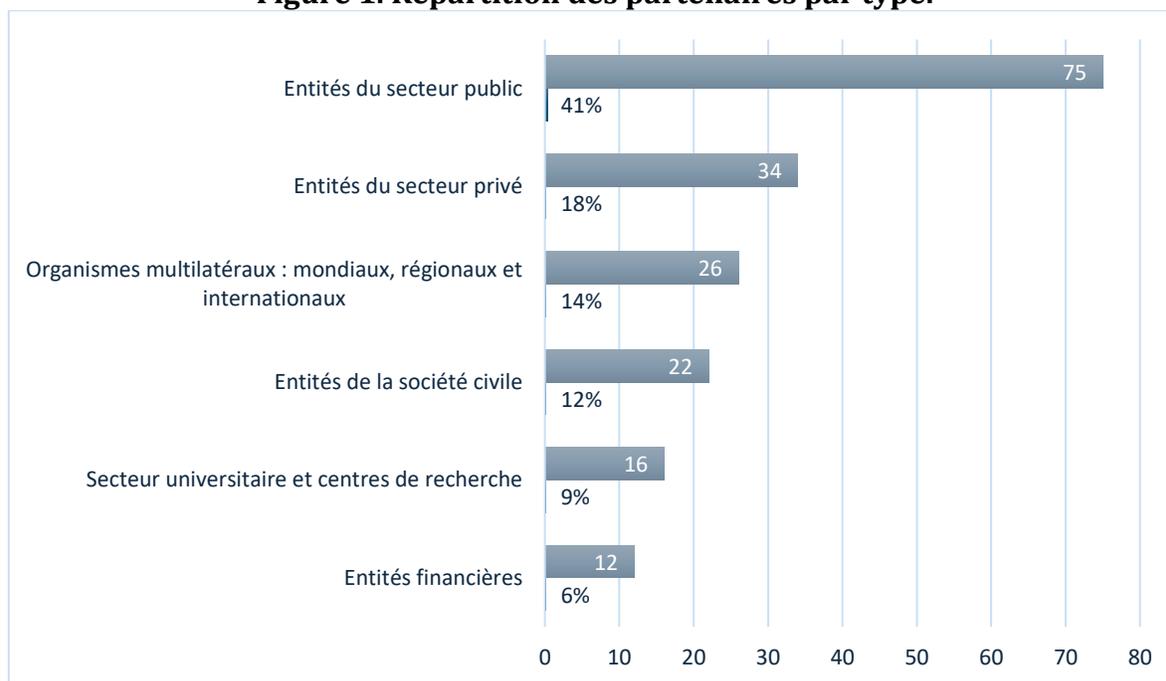
Le cadre de gestion des partenariats stratégiques de l'Institut a été amélioré grâce au développement d'un tableau de bord institutionnel des partenariats stratégiques classés par catégories, régions, pays, programme/projets, etc., élaboré dans le cadre des efforts de l'IICA en matière d'accès à l'information et de transparence. Ce tableau de bord, qui s'ajoute aux centaines d'autres déjà opérationnels, est un outil dynamique et proactif pour la gestion et le suivi efficaces des partenariats stratégiques. Le tableau de bord centralise et simplifie l'information sur les partenaires et est accessible à tout le personnel de l'Institut.

### **Secrétariat général de la Communauté andine des nations (SGCAN)**

L'IICA a apporté son soutien au MIDAGRI du Pérou dans l'exercice de son rôle de présidence pro tempore du SGCAN, afin d'assurer la continuité de la préparation du Programme agricole andin, de procéder à sa numérisation et de remanier la version 3.0 du programme. En outre, l'Institut a collaboré à la formulation du projet "Développement des capacités des productrices et producteurs agricoles organisés, en mettant l'accent sur l'agriculture familiale, afin d'entreprendre des initiatives d'intégration formelle des marchés de la région andine".

En 2023, 318 instruments juridiques ont été signés avec 185 partenaires, répartis comme indiqué sur la figure 1 :

**Figure 1. Répartition des partenaires par type.**



L'IICA a mené une série d'activités visant à renforcer les relations entre les pays de l'ALC et l'UE, qui ont permis de :

- Renforcer les relations avec le gouvernement espagnol, en particulier avec les plus hautes autorités de son secteur agroalimentaire.
- Renouveler les accords avec des universités, telles que l'Université de Cordoue<sup>9</sup>, l'Université polytechnique de Madrid, l'Université d'Alcalá de Henares<sup>10</sup> et l'European Business School, avec lesquelles au moins sept stages universitaires ont été réalisés.
- Sensibiliser au rôle des femmes dans la vie rurale en Amérique Latine et dans les Caraïbes en faisant entendre leur voix, en organisant des expositions photographiques, des tables rondes et en participant à l'attribution de prix.

En outre, le Réseau d'alliances de l'Institut a été lancé, afin de compléter la gestion des alliances stratégiques et d'optimiser les résultats atteints. Grâce à l'élaboration d'une stratégie intégrale de gestion des partenariats dans l'UE, l'IICA a pu signer de nouveaux accords avec des universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur en

<sup>9</sup> Promotion du Master Digital Agri, dont ont bénéficié des étudiants d'Argentine, du Costa Rica et du Panama.

<sup>10</sup> Exposition d'art "La Iberoamericana".

Europe, et recruter des boursiers spécialisés dans ces établissements, qui ont renforcé la capacité technique de l'Institut.

Parmi les institutions avec lesquelles l'IICA a maintenu des alliances stratégiques en 2023, citons les suivantes :

- Fine Cacao and Chocolate Institute
- Global Affairs Canada
- Grenada Bureau of Standards
- Heineken Brasil
- I4NATURE
- International Labour Organization
- Ministerio de Economía de Argentina
- Social Innovation Cluster for Change
- The Trust for the Americas
- World Environment Center
- Foro Rural Mundial
- Agriagencia de Cooperación al Desarrollo (ACODEA)
- Corteva
- PepsiCo
- CropLife America

L'Institut a organisé plus de 350 réunions et conférences de haut niveau, en fournissant des services administratifs et logistiques, de modération, de révision, de traduction et de protocole. Ces réunions rassemblaient des chefs d'État, des membres du corps diplomatique, les plus hautes autorités des organismes gouvernementaux, des représentants d'organisations nationales, régionales et internationales, universitaires et des entreprises du secteur privé, des agriculteurs (y compris des femmes et des jeunes) et d'autres acteurs clés. Le succès de ces événements a permis de mieux apprécier le travail de l'IICA et de renforcer l'engagement des partenaires stratégiques et des autorités de ses pays membres à continuer de le soutenir à l'avenir.

#### **Le partenariat avec les universités nicaraguayennes et le ministère de l'Éducation**

L'Institut a travaillé en étroite collaboration avec des institutions universitaires telles que l'Université des sciences commerciales, l'Université nationale Francisco Luis Espinoza Pineda et l'Université nationale agraire, au moyen de séminaires, d'exposés techniques et de la participation à des activités universitaires de haut niveau. C'est ce qui a permis de renforcer le réseau de partenaires nationaux de l'IICA au Nicaragua. En outre, le projet pilote "Initiative environnementale" a bénéficié à 200 étudiants de deux collèges de Managua et a été étendu à dix écoles, avec l'accord du ministère de l'Éducation.

En termes d'actions spécifiques au niveau des pays, il convient de souligner le leadership de Saint-Vincent-et-les-Grenadines dans l'exécution du Plan de travail 2023

de la Communauté des États d'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC), qui lui a permis de renforcer la promotion et le développement des systèmes agroalimentaires dans les Amériques et d'améliorer les initiatives de coopération Sud-Sud dans le domaine de l'agriculture.

Par ailleurs, sur la base de l'expérience argentine en matière de coopération triangulaire et des efforts du ministère argentin des Affaires étrangères, par le biais de son programme Agro.cooper.ar, de l'Institut national de technologie agricole (INTA) et de l'IICA, des projets ont été formulés pour la chaîne laitière au Honduras, au Guatemala et en El Salvador, à la suite de missions de techniciens de ces pays d'Amérique centrale dans la province de Misiones.

L'Institut a mené plusieurs actions en collaboration avec le gouvernement brésilien et les agences multilatérales de financement, y compris l'approbation de sept nouveaux projets, six ajouts et plusieurs révisions de projets existants. Ces initiatives ont porté sur diverses questions prioritaires liées à l'agriculture familiale, aux politiques publiques de développement rural, à l'accès à l'eau, à la connectivité rurale, à la bioéconomie et à la gestion des ressources naturelles, entre autres sujets d'intérêt pour le gouvernement brésilien.

En ce qui concerne les projets, l'IICA a activé les processus d'identification et de négociation pour au moins 40 appels à propositions et appels d'offres internationaux. Il a également formulé et présenté plus de 70 propositions de projets à des bailleurs de fonds et à d'autres personnes intéressées par les services fournis par l'Institut. Parmi celles-ci, cinq initiatives ont été présentées à l'UE, trois à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), six au FVC et une au Fonds Global EBA, toutes liées au renforcement des capacités, à la gestion des déchets solides et à l'agriculture familiale, qui bénéficieront potentiellement à des pays comme le Pérou, le Paraguay, Haïti, le Brésil, la Jamaïque, le Chili, l'Équateur et tout l'ensemble de l'Amérique centrale.

À la suite des négociations avec le gouvernement des Bahamas, deux nouveaux projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ont été approuvés. Ils visent à lutter contre la dégradation des sols, à réduire les risques climatiques, à intégrer les zones protégées et à réduire les menaces liées aux espèces exogènes, à la dégradation de l'habitat et à la pollution.

**Tableau 1. Liste des dix premiers principaux projets formulés par l'IICA.**

Titre	Source de financement	Montant en millions de USD	Pays partenaire
Mécanisme de préparation des projets du GCF : "Project Preparatory Facility Application for conducting studies and developing the funding proposal of the project: Mitigation and adaptation to climate change under	GCF / UNOPS	21,8	Brésil

agroforestry systems in cocoa production in the Amazon and Atlantic Forest biomes”			
Laboratoire d’innovation pour l’irrigation	États-Unis : USDA	19	Honduras, El Salvador
Bosques Vivos de Honduras (AVA et Alianza Forestal)	UE	16.9	Honduras
Renovación Cafetalera	Gouvernement	15	El Salvador
ProMaize	USAID	5.7	Guatemala
GAC Global Affairs Canada	Canada : GAC	3.5	Guatemala, Mexique
Communautés rurales	Arabie Saoudite	2.2	El Salvador
VPA FLEGT (AVA et Alianza Forestal)	UE	2	Guyana
Empowering Small-Scale Farmers in the Agroecological Transition through Participatory Rural Advisory Services	GFRAS/Agridea	1.2	Chili
Situation Room Guyana	Gouvernement	1	Guyana

**Source :** Direction des projets.

L’Institut a mis en place un nouveau Programme de renforcement des capacités techniques en matière de gestion de projets pour la mobilisation de ressources extérieures, dans le cadre duquel 125 spécialistes et dix représentations de l’IICA, y compris des techniciens de ses principaux homologues locaux, ont rafraîchi leurs connaissances en la matière, réduisant ainsi les lacunes cognitives des membres du personnel en matière de négociation et de formulation des projets. En complément de la formation, un outil a été conçu pour définir, enregistrer et gérer un portefeuille de projets pour chacune des représentations de l’Institut sur la base de 15 critères d’évaluation pour classer les propositions par ordre de priorité.

Enfin, une proposition institutionnelle a été élaborée pour la création et l’administration d’un fonds de préinvestissement, dont l’objectif est de mettre un capital de départ à la disposition des représentations pour qu’elles formulent des propositions compétitives, après avoir évalué de multiples critères pour prendre la décision institutionnelle de les présenter ou non aux bailleurs de fonds.

## Gouvernance et réunions officielles

### **Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques 2023 – Vingt-deuxième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil)**

La Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques 2023 – Vingt-deuxième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil) s'est tenue du 3 au 5 octobre 2023 au siège de l'IICA à San José, au Costa Rica. La réunion a été présidée par Fernando Mattos, ministre de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche de l'Uruguay.

Les ministres et chefs de délégation ont exprimé leur appui total à la consolidation de l'Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable, et fixé sept principes stratégiques pour l'action collective; ils ont encouragé les gouvernements des États membres de l'Institut à mener et à renforcer des actions visant à consolider cette Alliance et chargé l'IICA de renforcer ses services de coopération technique par des actions concrètes dans les domaines identifiés pour la Conférence :

1. La bioéconomie comme stratégie de convergence avec le Programme à l'horizon 2030.
2. La science, la technologie et l'innovation, y compris l'agriculture numérique.
3. Le commerce international et régional comme stimulateur du développement durable et de la sécurité alimentaire.
4. L'action et le financement du climat, en soulignant la capacité de l'agriculture à répondre de manière positive aux défis.
5. L'approche "Une seule santé" comme stratégie afin de parvenir à la sécurité sanitaire agricole dans les systèmes agroalimentaires.
6. L'agriculture familiale et le développement rural inclusif.
7. L'équité et le genre.

Le Conseil s'est également félicité de l'initiative "Eau et agriculture", dont il a reconnu l'importance stratégique et qui renforce la participation des ministres de l'Agriculture en matière de conception et d'application de politiques publiques, dans une approche transversale pour la gestion intégrale des ressources hydriques.

Le Conseil a en outre prié le directeur général de l'Institut de soutenir la participation des ministères et secrétariats d'État chargés de l'agriculture des pays des Amériques, ainsi que l'IICA lui-même, lors de la Vingt-huitième Conférence des parties (COP28), ainsi que d'installer un pavillon au lieu de cette conférence, afin de continuer à promouvoir l'analyse et l'action nationale, régionale et mondiale autour des thèmes liés à la relation positive entre l'agriculture et les changements climatiques.

Par ailleurs, le Conseil a accueilli favorablement le rapport “Perspectives de l’agriculture et du développement rural dans les Amériques : un regard porté sur l’Amérique Latine et les Caraïbes”, un document élaboré en commun par l’Institut, l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et la Commission économique pour l’Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) très utile aux gouvernements de la région comme base d’analyse et de formulation de politiques.

Les ministres ont également demandé au directeur général de l’IICA d’organiser les réunions continentales visant à diagnostiquer et prendre connaissance de l’état actuel de la santé animale et végétale sur le continent américain, à forger des stratégies de coopération commune, à faire connaître les expériences publiques-privées réussies et à promouvoir une approche intégrale susceptible de jeter les bases d’une collaboration efficace et coordonnée à l’échelon continental.

Le Conseil a accepté l’offre du gouvernement de la République fédérative du Brésil de tenir sa prochaine réunion ordinaire dans ce pays.

## **Comité exécutif (CE)**

Les 19 et 20 juillet 2023 a eu lieu la Quarante-troisième réunion ordinaire du Comité exécutif<sup>11</sup>, au siège de l’Institut à San José, au Costa Rica. La réunion a été présidée par Monsieur Indar Weir, ministre de l’Agriculture et de la Sécurité alimentaire de la Barbade. Les principaux accords adoptés sont les suivants :

- Approuver le rapport annuel 2022 de l’IICA.
- Exprimer le soutien de la proposition présentée par la direction générale de l’Institut sur l’Alliance continentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable, ainsi que l’initiative “Eau et agriculture”.
- Prier le directeur général d’élaborer et de présenter au Conseil une proposition de renforcement de la participation des ministres et secrétaires d’État chargés de l’agriculture des pays des Amériques, ainsi que celle de l’IICA, à la COP28.
- Recommander au Conseil d’approuver l’allocation globale de revenus du Fonds ordinaire pour la période biennale 2024-2025.
- Accueillir favorablement les états financiers de l’Institut pour 2022 et le rapport des commissaires aux comptes, qui ont mis en évidence la bonne gestion financière de l’IICA.

---

<sup>11</sup> Le Comité était composé des États membres suivants : Barbade, Belize, Brésil, Canada, Chili, Colombie, El Salvador, Grenade, Pérou, République Dominicaine, Trinité-et-Tobago et Venezuela.

- Recevoir favorablement le rapport du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) pour la période biennale 2021-2022 et le rapport de l'Institut caribéen de recherche et de développement agricole (CARDI) pour la période biennale 2021-2022.

## Réunions officielles tenues en 2023

Nom officiel	Date	Lieu	Date et lieu de publication du rapport ou mémoire de la réunion
Réunion ordinaire 2023 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG)	26 avril 2023	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, mai 2023
Quarante-troisième réunion ordinaire du Comité exécutif	19-20 juillet 2023	San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, septembre 2023
Conférence des ministres de l'Agriculture des Amériques 2023 – Vingt-deuxième réunion ordinaire du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil)	3-5 octobre 2023	San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, mars 2024

# Principaux résultats de la gestion institutionnelle

## Gestion stratégique et structure organisationnelle

À la fin de la période de mise en œuvre du Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2018-2022, il a été procédé à une évaluation des progrès atteints dans les six stratégies du modèle d'affaires de l'Institut qui a mis en évidence la réussite de 90% des objectifs fixés.

À partir de 2023, a été mis en œuvre dans tout l'IICA le processus de planification intégrée prévu par le PMT 2022-2026, qui a permis à toutes les équipes de réaliser un exercice de planification tactique à partir des cinq déclarations stratégiques de l'Institut et de leurs indicateurs de rendement, et de le relier aux plans opérationnels, tant collectifs qu'individuels. Ceci a facilité une évaluation par rendement de chacun des fonctionnaires et d'appliquer un programme de reconnaissance. En outre, les équipes du siège et les 34 bureaux ont remis à jour leurs modèles de risques, ce qui a permis de renforcer la culture de prévention.

L'expérience de l'IICA en la matière a été partagée avec les autorités des ministères de l'Agriculture de l'Argentine, du Costa Rica, du Guyana et du Pérou, ainsi qu'avec des institutions du Honduras et de la République Dominicaine spécialisées respectivement en café et développement rural, qui préconisent des solutions similaires à celles de l'Institut ou qui demandent d'analyser leurs politiques publiques en tenant compte des chaînes de valeur ou des approches axées sur les résultats.

Tout cela a permis à la haute direction de l'IICA, aux directions et aux représentants dans les 34 États membres, de disposer de données actualisées grâce à plus de 130 tableaux de veille économique, ce qui a facilité le développement de nouveaux programmes de suivi, de surveillance, de contrôle, de statistiques et d'évaluation de tous nos objectifs. En outre, les rapports des résultats ont été présentés en temps et en forme aux organes de direction et à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA). Le rapport annuel de 2022, [disponible en ligne](#), a été présenté accompagné d'une présentation virtuelle plus vivante que celles des rapports précédents.

Selon le plan d'évaluation, les exercices d'appréciation de la direction de la coopération technique ont été réalisés au siège, ainsi que l'autoévaluation de l'équipe de travail de l'Institut au Venezuela et l'évaluation du rendement de l'IICA au Brésil et à Trinité-et-Tobago.

Il a été possible d'identifier plus de 20 enseignements tirés à partir des 229 exercices d'autoévaluation réalisés pendant la période 2022-2023, qui ont été partagés avec toute l'organisation en vue d'encourager les processus de perfectionnement institutionnel.

Le passage d'une culture de hiérarchie à celle des processus visant à décentraliser et à la recherche de l'efficacité a permis de réduire les temps et les étapes des tâches quotidiennes, ainsi que d'optimiser les ressources, axées sur la prestation de services d'excellence. Voici certains des progrès atteints grâce à ce changement :

- Toutes les équipes techniques et administratives de l'Institut au siège et dans les États membres ont élaboré leur plan tactique aligné sur le PMT 2022-2026.
- 388 instruments ont été programmés en temps opportun, pour lesquels ont été définis les résultats espérés, les indicateurs, les objectifs, les délais et les ressources.
- 13 macroprocessus articulés entre eux ont été conçus, ainsi que 303 processus, sous-processus ou procédures qui témoignent de l'opération entière de l'IICA. Soulignons la mise au point du macroprocessus de coopération technique<sup>12</sup> et les améliorations apportées à l'administration au sein des représentations de l'Institut en Argentine et en République Dominicaine.
- Un cours de gestion par processus et un guide de suivi institutionnel en temps réel ont été élaborés.
- 25 équipes de travail en réseau ont été créées, auxquelles participent deux tiers du personnel technique et administratif de l'IICA (225 fonctionnaires), ce qui a été optimisé au moyen de formulaires en ligne et de l'observation de tableaux de veille économique visant à montrer les progrès atteints grâce à la culture des processus.
- Le plan de décentralisation 2023-2025 a été adopté, dont l'objectif est de promouvoir une gestion administrative dynamique et moderne grâce à la délégation de responsabilités en matière de prestation de services dans les représentations.
- Une proposition a été élaborée en vue de moderniser le Règlement du personnel ; elle sera présentée aux organes de direction de l'Institut. Il s'agit d'éliminer les normes dispersées et obsolètes et d'inclure la perspective de genre et les bonnes pratiques de gestion des personnes.
- Des améliorations ont été apportées au Système intégré de gestion (SIG) et au système des voyages ; de nouveaux systèmes ont également été mis en œuvre pour le contrôle des actifs et pour la gestion des ressources internes.

---

<sup>12</sup> Les processus suivants sont inclus : a) renforcement des capacités techniques et institutionnelles ; b) échange de connaissances, de savoir et d'expériences par le biais des réseaux ; c) conseils et développement de processus stratégiques ; et d) développement conceptuel et méthodologique pour la coopération technique.

- Il a été possible de réduire les temps de réponse de prise en charge et de gestion des contrats à une moyenne maximale de deux jours.
- Des rapports de résultats ont été élaborés sur les initiatives du fonds unique de coopération technique et sur les capacités installées dans nos bureaux.

## **Budget et finances**

L'IICA est parvenu à recouvrer les quotes-parts nécessaires au financement de 100% du budget approuvé par le Conseil, ainsi que des quotes-parts dues. Tous les engagements financiers ont été remplis, ce qui a permis à l'Institut de rester actif en matière de captation de ressources extérieures pour exécuter des projets de coopération, ainsi que pour participer à des appels d'offres ou à des concours internationaux permettant d'avoir accès à des sources d'aide ou d'investissements pour le développement.

La stratégie institutionnelle de rationalité et d'austérité dans l'utilisation des ressources a encore été renforcée par un plan de réingénierie des processus visant à améliorer les opérations et à amortir les effets de l'augmentation des coûts en tirant parti des capacités institutionnelles et des économies d'échelle.

Dans le cadre d'une gestion efficace du budget, une meilleure administration des liquidités a été promue, à l'origine d'une épargne moyenne de 6 millions de dollars US dans le budget annuel, grâce à une utilisation plus efficace des allocations budgétaires destinées aux activités de coopération technique et plus intensive en technologies de l'information et de la communication. La solidité de l'architecture financière, de meilleurs investissements des ressources, ainsi que la réduction du coût des services, ont permis à l'IICA de dégager une augmentation de 38,5 millions de dollars US du flux de trésorerie au cours des cinq dernières années.

Le renforcement de l'architecture financière comme prévu par le modèle d'affaires de l'Institut a impliqué de diversifier son portefeuille d'investissements, ce qui a entraîné des rendements proches des 6,5 millions de dollars.

Pour la cinquième année consécutive, les commissaires aux comptes ont donné un avis sans réserve sur les états financiers de l'institution, et ont indiqué que les ressources financières de l'IICA ont été bien gérées, raisonnablement et dans la transparence.

Cette solidité comptable/financière s'est vue encore renforcée par la mise en œuvre d'une nouvelle norme comptable applicable pour l'Institut, qui a été vérifiée par les commissaires aux comptes et adoptée dans tous nos bureaux où une formation a été donnée à cet effet. Par ailleurs, des fonctionnaires de plusieurs représentations ont reçu une formation sur la meilleure façon d'utiliser le système financier SAP et sur ses aspects comptables, tandis qu'au Panama a été mis en œuvre le module d'achats de ce système.

## Talent humain

En 2023, la troisième enquête “Tu voz” (Ta voix) a été lancée pour évaluer le climat et la culture organisationnels et 86% du personnel y a participé. Selon les résultats, toujours plus positifs (voir le tableau 1), les différentes équipes sont mieux en mesure de concevoir des plans d’amélioration organisationnelle.

**Tableau 2 : Résultats de l’enquête “Tu voz” (Ta voix).**

	Évaluation en pourcentage		
	2019	2021	2023
Climat	70	78	81
Culture	72	79	82

Par ailleurs il a été possible de mettre en œuvre avec succès le programme de récompenses de l’institution, remises à partir du niveau de rendement des plus de 70 équipes techniques, ainsi que pour les résultats atteints par 99% des membres du personnel selon les résultats annuels sur tout le continent.

Dans le souci du bien-être des fonctionnaires, on a effectué une révision salariale des coûts de la vie dans chaque pays, en particulier au Costa Rica, en Colombie, en Uruguay et au Pérou. Dans le cas des pays membres qui présentaient des niveaux d’hyper inflation au cours de l’année, l’IICA a procédé à un suivi proche afin de garantir le pouvoir d’achat de ses employés. Soulignons l’organisation de la Semaine du personnel 2023, qui a servi d’espace principal d’intégration des nouveaux fonctionnaires, de campagnes de bien-être, de santé (vaccination) et de don du sang ainsi que des activités récréatives ou sportives, entre autres, dans tous les bureaux dans les pays membres.

Dans le cadre du modèle d’affaires, une nouvelle stratégie a été appliquée pour consolider les capacités du talent humain, qui a permis de certifier 90 fonctionnaires en matière de négociations de projets, de règlement de conflits et de gestion de conversations sensibles. En outre, le programme d’enseignement des langues s’est poursuivi et 80 fonctionnaires ont été formés dans les quatre langues officielles de l’Institut.

## Technologies de l’information et de la communication

La planification intégrée a également exigé d’importants réajustements des systèmes de planification, programmation, évaluation et des tableaux de rendement de l’IICA, tandis que les demandes de coopération en technologies de l’information et de la communication (TIC) incluaient des innovations comme l’Observatoire des politiques publiques pour les systèmes agroalimentaires (OPSAa) et des sites web axés sur le rôle des femmes et des jeunes ruraux.

L’utilisation des TIC a permis de tenir plus de 500 réunions virtuelles ou hybrides incluant les services d’interprétation simultanée, des travaux en groupes et la transmission par les réseaux sociaux.

La cybersécurité a été accrue grâce à des mécanismes et à de bonnes pratiques technologiques visant à renforcer l'infrastructure de l'institution, comme la modernisation des équipements, la migration des serveurs, la mise à jour de l'*Active Directory*, la rénovation des contrôleurs de domaine, la configuration du service de détection des intrus et la mise en marche du facteur d'authentification multiple dans les comptes de MICROSOFT 365 au siège.

## **L'IICA aux portes ouvertes**

La Place de l'agriculture des Amériques, principale porte d'entrée de l'Institut et des différents espaces de démonstration sur l'avenir de l'agriculture, a affirmé le lien social et culturel de l'IICA avec la communauté voisine de Vázquez de Coronado.

Le Programme Neutralité Carbone du Costa Rica (PPCN) a reconnu que l'Institut est une organisation à neutralité carbone, après que l'IICA a adopté un ensemble de mesures en vue de la réduction et de la compensation des gaz à effet de serre, ce qui a été vérifié par une série de contrôles. Les réunions officielles du Comité exécutif et du Conseil de l'Institut en 2023 sont des exemples de neutralité carbone.

D'autres activités, organisées dans le cadre du programme de l'IICA aux portes ouvertes, incluaient des manifestations comme le séminaire "Ethanol Talks Costa Rica", la conférence "ALTA Fuel & Environment" et la XIIème Olympiade nationale de robotique.

L'Institut a compté plus de 12 000 visiteurs en 2023, qui ont eu la possibilité d'augmenter leurs capacités numériques et de mieux connaître les technologies qui, aujourd'hui, révolutionnent le monde de l'agriculture : la robotique, l'information spatiale reçue des satellites<sup>13</sup>, l'énergie solaire<sup>14</sup>, les drones<sup>15</sup>, l'intelligence artificielle régénérative y la réalité augmentée.

Mentionnons d'autres événements importants : a) le premier *Challenge Minecraft Éducation* pour l'agriculture, dans le cadre duquel des élèves de collège au Costa Rica ont participé au développement de solutions aux problèmes agricoles ; b) la Semaine de la Créativité ; et c) la Première rencontre étudiante de haut potentiel, coorganisée avec le ministère de l'Éducation du Costa Rica.

Plus de 100 arbres ont été plantés dans la Forêt des Amériques et des dispositifs ont été inclus pour le suivi des variables environnementales et la prise en charge automatisée des jardins verticaux. Par ailleurs, la boutique de souvenirs de l'IICA a adopté une approche de responsabilité sociale environnementale et offre aujourd'hui,

---

<sup>13</sup> Nouvel espace d'exposition avec information satellitaire générée par le programme *Copernicus*, mis en œuvre à l'Institut avec le soutien de l'Union Européenne à travers le projet AGROINNOVA.

<sup>14</sup> Installation d'une pompe solaire donnée par Enertica et Ennos.

<sup>15</sup> Nouveau module du Centre d'interprétation de l'avenir de l'agriculture (CIMAG), mis en œuvre avec l'entreprise Indigo.

sous le titre "IICA NATURA", des produits fondés sur l'utilisation des ressources renouvelables.

L'ensemble des actions responsables et favorables à l'environnement ont permis à l'Institut d'obtenir la meilleure note (100 points et 5 étoiles) du Programme *Bandera Azul Ecológica* du Costa Rica.

## Annexes

### Annexe 1

#### Initiatives de préinvestissements de l'IICA en 2023

Date de début	Titre	Pays siège	Montant alloué (USD)
Mars	Formulation d'une note de synthèse qui sera présentée à BHA/USAID	Haïti	1500
Mai	Soutien de la formulation d'une proposition de participation du programme REM MT - phase II	Brésil	6000
Mai	Assistance technique pour "Sustainable Business - A Circular and Inclusive Economy"	Pérou	5500
Juin	Identification, négociation et élaboration de profils et de propositions du projet Nord-Est	Brésil	30 000
Juin	Élaboration CN : Programme d'appui de l'Alliance mondiale contre le changement climatique	Haïti	3600
Juillet	Formulation d'une stratégie de captation de ressources extérieures	Bolivie	15 525
Août	Formulation de notes de synthèse liées aux changements climatiques, à l'agrotourisme et/ou à la SAIA	Canada	15 000
Août	Élaboration du projet "Incitations liées à la production animale"	Haïti	9800
<b>Total des ressources IICA investies : 86 925 USD</b>			

**Source :** Direction des services institutionnels/GPME.

**Note :** L'expectative de captation des ressources financières à partir de ces initiatives de préinvestissements institutionnels est de 53,7 millions d'USD.

## Annexe 2

### Principaux partenaires de l'IICA dans le programme de développement agricole et rural de 2023

Pays	Organisations
Antigua-et-Barbuda	The Global Environmental Fund (GEF), German Development Bank (KfW), The European Union (EU), CARICOM, CARIFORUM, et UN Women.
Argentine	Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento (BIRF) et Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO).
Bahamas	Global Environmental Facility
Barbade	CARICOM et COLEAD
Bélize	CARICOM, Protected Area Conservation Trust in Belize, World Bank, FAO, and Green Climate Fund (GCF).
Bolivie	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), GIZ, Banco de Desarrollo de América Latina y el Caribe (CAF), ONUDI et Fondo para Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y el Caribe.
Brésil	BID, Fonds vert pour le climat (FVC), FAO, ONU Mulheres, OEI et Fonds international de développement agricole (FIDA).
Canada	Global Affairs Canada (GAC), Forum for International Trade Training (FITT), FIDA, Canadian Food Inspection Agency (CFIA) et University of Guelph's.
Chili	Consorcio Lechero, Pontificia Universidad Católica de Valparaíso, BID, Corporación Nacional Forestal (CONAF), Red Latinoamérica de Servicios de Extensión Rural (RELASER) et FAO.
Colombie	GIZ, Universidad de Ohio State, ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), UE, STDF, FVC et AECID.
Costa Rica	AECID, Fundación Biomatec, CATIE, Fundación CRUSA, CINDE, Corporación Ganadera (CORFOGA), OIRSA, USDA, UE, UNESCO, NASA et Oficina de Naciones Unidas para Asuntos del Espacio Exterior.
Dominique	FAO, International Trade Center, United Nations Trade Fund et Partnership Initiative on Sustainable Land Management.
El Salvador	USDA, AECID, UE et Banco de Fomento Agropecuario (BFA).
Équateur	PROAMAZONIA, STEA, GCF, GIZ, FIEDS, Hidroalto, Banco de Desarrollo del Ecuador B.P. et AGROCALIDAD.
États-Unis	UN, FoodTank, IDB group, OAS, CGIAR, FIDA, FONTAGRO, FAO, USDA, Pan American Health Organization (PAHO), Inter-American Development Bank, World Bank, Corteva, US Dairy Export Council, PepsiCo, CropLife America.
Grenade	CARDI, EU et Grenada Bureau of Standards.
Guatemala	USDA, Fundación Fidesma, Corazón del Tejido S.A, FVC, IILA et RIKOLTO.
Guyana	Presidency, CARICOM, CATIE, IDB, United States Department of State, PAHO/WHO, FAO et World Bank.
Haïti	CATIE, IDB, USAID et PREVAG
Honduras	Instituciones del Café, Estado de Honduras et Universidad Nacional de Agricultura (UNAG),
Jamaïque	CODEX, CARICOM, CARDI, EU et World Bank.
Mexique	World Resources Institute (WRI), gobierno alemán-iniciativa IKI, FVC, Organización Internacional del Trabajo (OIT), Universidad Zamorano de Honduras, FIRA, CIMMYT, CNA, Syngenta, Bayer, Nestlé, Veolia.
Nicaragua	Ministère de l'Éducation du Nicaragua, Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria (IPSA) et plusieurs universités.
Panama	BID-Lab, GIZ, UE et CAF.
Paraguay	BAYER, AECID, EU Fundación ArgenINTA, FONTAGRO, INBIO et FV.
Pérou	GIZ, Secretaría General de la Comunidad Andina de Naciones (SGCAN), PROJECTA+, FVC et BID.
République Dominicaine	USDA, Banco Agrícola de la República Dominicana, Instituto Agrario Dominicano (IAD) et Fondo Especial de Desarrollo Agropecuario (FEDA).
Saint-Christophe-et-Nièves	Caribbean Plant Health Directors Forum (CPHD), GEF, GCF) et Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC).
Sainte-Lucie	OECS Commission, GEF et UNDP.
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	CELAC et FAO.
Suriname	IDB-Lab, UNDP et le gouvernement australien.
Trinité-et-Tobago	IDB-Lab, Caribbean Development Fund, EU, CARICOM, 4-H et NAMDEVCO.
Uruguay	Banco de Desarrollo FONPLATA, MEVIR, BID, FVC et Consejo Agropecuario del Sur (CAS).
Venezuela	Organización Mundial de Sanidad Animal (OMSA), FVC, Centro de Biociencia Agrícola Internacional para América Latina (CABI), Alianza Global et plusieurs centres de recherche.

## Annexe 3

### Principaux produits du savoir de l'IICA

<p>Campus virtuel de l'IICA  <a href="https://elearning.iica.int/">https://elearning.iica.int/</a></p>	<p>En 2023 la plateforme de formation virtuelle de l'Institut a offert 75 cours, grâce auxquels 21 127 participants de 61 pays ont renforcé leurs capacités. Il y a lieu de préciser que depuis 2018, la formation a bénéficié à 152 995 personnes.</p>
<p>Alliance des services d'information agricole (SIDALC)  <a href="https://www.sidalc.net">https://www.sidalc.net</a></p>	<p>Elle est devenue un mécanisme de référence pour la consolidation de la coopération et de l'échange de ressources du savoir produites par des institutions liées au secteur agricole des Amériques. Parmi les ressources du savoir incluses se trouvent des articles de magazines, des bibliographies, des données de recherche, des cours et des profils professionnels. On note la création des <a href="#">centres spécialisés des ressources d'information</a> sur des thèmes comme l'agriculture familiale, les intrants biologiques, la bioéconomie, les changements climatiques, le genre et les systèmes agroalimentaires, entre autres. Elle offre un accès à 3278241 ressources documentaires, dont 95% correspondent à des ressources numériques, soit une augmentation de 44%.</p>
<p>AgriPerfiles  <a href="https://agriperfiles.agrid.net/">https://agriperfiles.agrid.net/</a></p>	<p>Cette plateforme offre 19 620 profils professionnels en rapport avec le secteur agricole des Amériques, soit une augmentation de 20% en 2023. Y sont enregistrées également 5656 organisations et 22 306 publications. En 2023, 130 412 utilisateurs ont eu accès à la plateforme et visité 376 304 pages, soit une augmentation de 3% et 17% respectivement.</p>
<p>Système intégré pour la gestion des bibliothèques  <a href="https://opac.biblioteca.iica.int/">https://opac.biblioteca.iica.int/</a></p>	<p>Ce système permet de gérer les bibliothèques de l'IICA et du CATIE. En 2023, 1534 nouvelles ressources ont été ajoutées, soit un total de 149 466 (tant physiques que numériques). 10 335 utilisateurs ont eu accès à 72 775 pages.</p>
<p>Répertoire institutionnel  <a href="https://repositorio.iica.int/">https://repositorio.iica.int/</a></p>	<p>Il s'agit d'un outil considérable pour l'organisation et la diffusion du savoir institutionnel. Il compte 21 683 ressources documentaires numériques, soit 617 de plus par rapport à 2022. Parmi toutes ces ressources se trouvent 1219 cours audiovisuels (354 correspondent à des programmes <a href="#">de AgroEnlace</a>), ainsi que 551 vidéos, des forums virtuels et des séminaires en ligne. Il est aussi possible d'avoir accès aux <a href="#">rapports annuels de l'IICA</a> depuis 1943 et aux <a href="#">rapports des pays</a> de 2010 à 2022. En 2023, il a reçu 12 313 272 d'utilisateurs, soit une augmentation de 116% par rapport à l'année précédente.</p>
<p>Blog IICA  <a href="https://blog.iica.int/">https://blog.iica.int/</a></p>	<p>Le blog a été consulté par plus de 41 000 lecteurs et compte 60 000 visites, ce qui prouve un intérêt croissant pour ses</p>

	contenus. Il a, en outre, enregistré 151 000 événements ou interactions selon Google Analytics, preuve de l'importance des connaissances et des expériences partagées par l'Institut.
Bases de données scientifiques <a href="https://acceso.biblioteca.iica.int/">https://acceso.biblioteca.iica.int/</a>	Les spécialistes de l'IICA et du CATIE ont accès à des bases de données internationales qui contiennent des magazines et des articles de grande valeur technique et scientifique, auxquels il est possible d'accéder depuis toute localisation physique. Ceci a été possible grâce à des investissements estimés à 48 000 dollars US.
Initiatives de coopération technique <a href="http://apps.iica.int/dashboardproyectos/">http://apps.iica.int/dashbo ardproyectos/</a>	L'information est fournie sur plus de 736 initiatives de coopération technique mises en œuvre entre 2019 et 2023.

### Exemples de publications récentes :



[El estado de los biocombustibles líquidos en las Américas 2023](#)



[¿Qué es seguridad alimentaria y nutricional y cómo medirla?](#)



[Fortalecimiento de la acción colectiva en el comercio agroalimentario para potenciar el papel de la región en el desarrollo económico, la seguridad alimentaria y la sustentabilidad global](#)



[Energías renovables en el mundo real](#)

Source : Centre des services de gestion du savoir et de la coopération horizontale.

## Sigles

AbE	Adaptation fondée sur les écosystèmes
AECID	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
ALA	Association latinoaméricaine d'aviculture
ALADI	Association latinoaméricaine d'intégration
ALC	Amérique Latine et Caraïbes
APHIS	Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (USDA)
BID	Banque interaméricaine de développement
BIOFIN	Finances pour la biodiversité
CAC	Conseil agricole d'Amérique centrale
CAF	Banque de développement de l'Amérique Latine et des Caraïbes
CARICOM	Communauté caribéenne
CAS	Conseil agricole du Sud
CCESA	Centre collaboratif pour l'économie de la santé animale
CCI	Centre de commerce international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCRAF	Forum de l'agriculture adaptée au climat de la Caraïbe
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CIAB	Commission interaméricaine de l'agriculture biologique
CIM	Commission interaméricaine des femmes
COOP	Coopérative des Amériques
COP	Conférence des parties
COP28	Vingt-huitième Conférence des parties
COPROFAM	Confédération des organisations de petits producteurs du Mercosur élargi
COSAVE	Comité de santé des végétaux du Cône Sud
CVP	Comité vétérinaire permanent du Cône Sud
EUROCLIMA	Programme régional de changement climatique et de durabilité environnementale pour l'Amérique Latine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FECALAC	Fédération centraméricaine du secteur laitier
FUM	Fondation des utilisations mineures
FVC	Fonds vert pour le climat
GBAD	Programme sur l'impact mondial des maladies animales
GES	Gaz à effet de serre
GICSV	Groupe interaméricain de coordination en santé des végétaux
GIZ	Agence de coopération allemande pour le développement
IA	Intelligence artificielle
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
INNOVAGRO	Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire
Le Conseil	Conseil interaméricain de l'agriculture
MAG	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Paraguay)
MERCOSUR	Marché commun du Sud

MIDAGRI	Ministère du Développement agricole et de l'Irrigation (Pérou)
MSP	Mesures sanitaires et phytosanitaires
NGIN	Réseau NextGen Ag Impact
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMSA	Organisation mondiale de santé animale
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
OPSAa	Observatoire des politiques publiques pour les systèmes agroalimentaires (IICA)
PADE	Politique agroalimentaire d'État (Panama)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Peste porcine africaine
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et de technologie de la région Nord
PROCISUR	Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud
PROMECAFÉ	Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture
R4T	<i>Fusarium</i> race 4 tropical
REAF	Réunion spécialisée de l'agriculture familiale
Red PP-AL	Réseau de politiques publiques et de développement rural en Amérique Latine et dans les Caraïbes
SECAC	Secrétariat exécutif du Conseil agricole centraméricain
SENASA	Service national de santé et de qualité agroalimentaire (Argentine)
SGCAN	Secrétariat général de la Communauté andine des Nations
SICA	Système intensif de culture du riz
SIECA	Secrétariat d'intégration économique centraméricaine
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
UE	Union Européenne
UNOSSC	Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
VCMI	Initiative pour l'intégrité des marchés volontaires du carbone
YABT	Young Americas Business Trust
YPARD	Réseau mondial des jeunes professionnels pour le développement agricole

Publié en mars 2024  
[www.ica.int](http://www.ica.int)

(FS)

